



REPUBLIQUE GABONAISE

MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES, DE LA DETTE
ET DES PARTICIPATIONS,
CHARGE DE LA LUTTE CONTRE
LA VIE CHERE

DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE

A MOYEN ET LONG TERME EN 2024

JUIN 2025

AVANT-PROPOS

Depuis 2012, la Direction Générale de la Dette (DGD) publie chaque année le rapport d'exécution de la dette publique à moyen et long terme. Le rapport pour l'exercice 2024 atteste de la régularité avec laquelle ce document est produit, témoignant ainsi de la maîtrise de cet exercice par la DGD. Cette constance, qui répond notamment aux Standards Internationaux et aux exigences de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), est le résultat des efforts déployés par la DGD en termes de renforcement des effectifs, d'organisation des services, ainsi que d'actualisation du cadre juridique et institutionnel. Ces efforts permettent d'améliorer la centralisation, la production et la diffusion des données relatives à la dette publique dont elle a la responsabilité de la gestion.

Ce rapport inclut des métadonnées qui précisent le périmètre, les classifications, la périodicité et le niveau de couverture des données relatives à la dette publiée. Cette démarche favorise une meilleure compréhension des informations fournies et permet d'établir des comparaisons tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Le rapport d'exécution 2024 est également transmis aux institutions, aux partenaires et aux administrations sous forme électronique. Il est mis à la disposition du public sur le site internet de la Direction Générale de la Dette (www.dette.ga).

En mettant à disposition les données, la DGD souhaite répondre aux attentes du Gouvernement, des citoyens, de la société civile, ainsi que des partenaires techniques et financiers et des investisseurs en matière de transparence et de responsabilité. Aussi, ce rapport contribue-t-il à : (i) améliorer l'élaboration des politiques économiques en s'appuyant sur des informations fiables, (ii) optimiser la gestion des finances publiques, (iii) renforcer la gouvernance économique et (iv) encourager la participation citoyenne.



AVERTISSEMENT

La nécessité de disposer d'informations complètes, comparables et fiables pour la bonne compréhension du lecteur et les besoins de comparaison à l'échelle internationale exige de préciser le champ d'application, la classification, la périodicité et les sources des données de la dette gabonaise présentées dans ce rapport. De même, la définition de quelques termes est utile à la clarification des analyses développées.

CHAMPS D'APPLICATION

Les données de la dette publique présentées couvrent la dette de l'Administration Centrale ainsi que celle garantie par le Gouvernement dont la maturité originelle est d'au moins une année.

Ces données n'intègrent pas la dette fiscale, la dette envers de la Banque Centrale (Institut d'Emissions), l'encours des Bons du Trésor Assimilables (BTA) ainsi que les ordonnances des exercices budgétaires antérieurs en attente de paiement.

CLASSIFICATION

Les données sont présentées par source de dette et déclinées en type de dette.

La dette extérieure désigne les engagements contractés auprès des créanciers non résidents. Elle est composée de quatre (4) grands types de dettes à savoir la bilatérale, la multilatérale, la commerciale et celle envers le marché financier international.

La dette intérieure concerne les engagements contractés auprès des créanciers résidents. Elle comprend quatre (4) grands types de dettes, la bancaire, la moratoire, la diverse et celle contractée envers le marché financier régional.

Chaque type de dette est présenté dans la rubrique « définition des termes ».

PERIODICITE

La production du rapport de la dette publique à moyen et long terme est annuelle. Les données portant sur les flux (service, tirages/décaissements) couvrent les opérations allant du 1er janvier au 31 décembre. Les données sur l'encours sont arrêtées au 31 décembre.

SOURCES

Les données sur la dette publique agrégées qui sont présentées dans ce rapport proviennent de la base de données SYGADE utilisée par la Direction Générale de la Dette (DGD). Ce logiciel est l'outil d'agrégation des données détaillées sur la dette publique. Ces données sont saisies par la DGD sur la base de documents administratifs officiels ou légaux disponibles à la DGD, sous forme de contrats et de communications des bailleurs. Les données macroéconomiques nécessaires pour le calcul des indicateurs d'analyse de la dette publique des administrations compétentes du Ministère de l'Economie et de Celui du Budget.

Les taux d'intérêts fixes sont déterminés par les accords et les conventions. Le taux de référence de chaque taux d'intérêt variable est obtenu sur les sites officiels du Fonds Monétaire International, de la Réserve Fédérale américaine, de la Banque Centrale Européenne et de la Société Générale. Pour les BTA, les taux d'escompte varient selon les offres faites par les souscripteurs sur le marché. Ces taux sont disponibles sur le site de la BEAC.

Les taux de change sont tirés des sites officiels des organismes mentionnés ci-dessus.

Les opérations de flux (service, tirages/décaissements) se rapportant à chaque année sont évaluées aux taux d'intérêt et de change en vigueur le jour de la transaction. Les opérations de stock et les projections du service de l'encours sont évaluées aux taux d'intérêt et de change au 31 décembre de l'année d'exercice.

DEFINITIONS DES TERMES

DETTE BILATÉRALE

La dette bilatérale est la dette contractée auprès des gouvernements ou leurs agences, des institutions publiques autonomes et des organismes publics de crédit à l'exportation.

DETTE MULTILATÉRALE

La dette multilatérale comprend les emprunts envers le Groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les autres agences intergouvernementales et multilatérales.

DETTE COMMERCIALE

Il s'agit de la dette envers les banques et autres institutions financières privées, les industriels, les exportateurs et autres fournisseurs de biens non résidents accordée sous forme de crédits acheteurs ou de crédits fournisseurs bénéficiant ou non d'une garantie à l'exportation.

DETTE ENVERS LE MARCHÉ FINANCIER INTERNATIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés ou publics porteurs des obligations émises sur les marchés financiers étrangers.

DETTE BANCAIRE

La dette bancaire comprend l'ensemble des engagements envers les banques et autres institutions financières privées locales sous forme de facilités ou de crédits consentis à l'Etat et de rachat de créances détenues sur l'Etat.

DETTE MORATOIRE

Elle comprend l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés de l'administration envers ses fournisseurs de biens et services et ses prestataires de travaux.

DETTE DIVERSE

Il s'agit de l'ensemble des conventions de règlement définitif relatives aux impayés des entités publiques disposant de l'autonomie de gestion financière reprises par l'Etat

DETTE ENVERS LE MARCHÉ FINANCIER REGIONAL

Il s'agit de la dette envers les investisseurs privés ou publics porteurs de bons et d'obligations émises sur le marché des titres publics à souscription libre de la CEMAC et sur la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique Centrale (BVMAC).

DÉCAISSEMENT OU TIRAGE

Les décaissements sont constitués des fonds mis à disposition par le créancier en application d'un accord de prêt. Les termes « décaissement », « tirage » et « versement » peuvent être utilisés indifféremment l'un à la place de l'autre

ENCOURS DE LA DETTE

Il s'agit du montant des emprunts qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé, à une date donnée. Il s'obtient par la différence entre les décaissements réels et les remboursements du principal.

SERVICE DE LA DETTE

Il comprend tous les paiements de principal, d'intérêts, de commissions et autres charges effectués au cours d'une année au titre du remboursement d'un prêt ou d'un titre de créance.

EUROBONDS

Un Eurobond ou une euro-obligation est une obligation libellée dans une monnaie différente de celle du pays de l'émetteur.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	1
AVERTISSEMENT	2
SOMMAIRE	4
INTRODUCTION	5

1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2019 A 2023 6

1.1.	Evolution des nouveaux emprunts de 2019 à 2023	7
1.2.	Évolution des décaissements de 2019 à 2023	11
1.3.	Évolution du service de la dette publique de 2019 à 2023	12
1.4.	Évolution de l'encours de la dette publique de 2019 à 2023	15
1.5.	Évolution des indicateurs d'endettement de la dette publique de 2019 à 2023	18

2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2024 19

2.1.	Nouveaux engagements et conditions d'emprunt en 2024	20
2.2.	Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2024	24

3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2024 29

3.1.	Service de la dette publique extérieure en 2024	30
3.2.	Service de la dette publique intérieure en 2024	34

4. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2024 36

4.1.	Encours de la dette publique par source de dette à fin 2024	37
4.2.	Encours de la dette publique par affectations à fin 2024	38
4.3.	Encours de la dette publique par monnaies à fin 2024	41
4.4.	Termes moyens de l'encours à fin 2024	42

5. INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2024 43

5.1.	Taux d'endettement public en 2024	44
5.2.	Pression du service et charge des intérêt de la dette publique en 2024	44

CONCLUSION	45
-------------------	----

ANNEXES	47
----------------	----

LISTE DES TABLEAUX	55
---------------------------	----

LISTE DES GRAPHIQUES	56
-----------------------------	----

TABLE DES MATIERES	57
---------------------------	----

INTRODUCTION

En 2024, l'économie mondiale a progressé de 3,2% après 3,0% en 2023. Cette légère amélioration s'explique principalement par la résilience des économies avancées, la stabilisation de l'inflation et la reprise modérée de la croissance en Asie. Cependant, cette croissance globale masque d'importantes disparités régionales, reflétant des dynamiques contrastées entre les différentes zones géographiques.

Aux Etats unis, la croissance économique s'est située à 2,7% en 2024 contre 2,5% en 2023 grâce à une consommation des ménages robuste et un marché du travail dynamique. La zone Euro quant à elle enregistre une hausse de 0,4 point de pourcentage pour s'établir à 0,8% en 2024 en raison de la légère reprise industrielle en Allemagne et de la baisse des prix de l'énergie. S'agissant des pays de l'Asie, la croissance est de 4,5% en 2024 contre 5,2%

en 2023. Cette baisse de la croissance est due à la crise du secteur immobilier en chine.

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 3,8% en 2024 contre 3,4% en 2023. Cette dernière est portée par l'accroissement de l'investissement du secteur minier et la reprise des services post-covid.

Dans la zone CEMAC, l'activité économique connaît une légère progression de 0,7 point de pourcentage sous l'effet conjugué du secteur pétrolier et gazier.

L'économie gabonaise enregistre quant à elle une croissance de 3,3% en 2024 contre 2,4% en 2023 en raison de l'embellie du secteur des hydrocarbures et l'augmentation de la production minière.



Le présent rapport sur l'exécution de la dette publique à moyen et long terme en 2024 s'articule autour des points ci-après :

1. Bilan de l'exécution de la dette publique de 2019 à 2023 ;
2. Mise en œuvre de la stratégie d'endettement public en 2024 ;
3. Service de la dette publique en 2024 ;
4. Encours de la dette publique à fin 2024 ;
5. Les indicateurs d'endettement à fin 2024.



1.

RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2019 A 2023

Cette section expose l'évolution des nouveaux emprunts, des décaissements, du service de la dette, de l'encours et des indicateurs de viabilité au cours des cinq (5) dernières années.

1.1.

Evolution des nouveaux emprunts
de 2019 à 2023

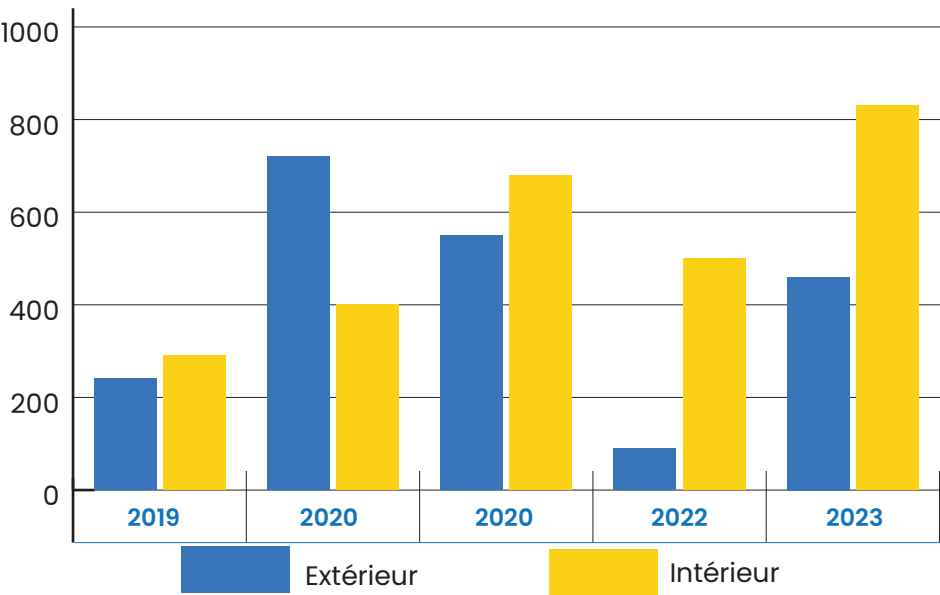
1.1.1.

Montant des nouveaux emprunts extérieurs
et intérieurs de 2019 à 2023

Entre 2019 et 2023, les nouvelles conventions se sont élevées à 4582,6 milliards de francs. Elles sont constituées de 43,1% d'engagements extérieurs et 56,9% d'engagements intérieurs. Ces nouvelles signatures connaissent une hausse de 19,1 % du fait de la présence active du Gabon sur le marché régional.

GRAPHIQUE N°1:

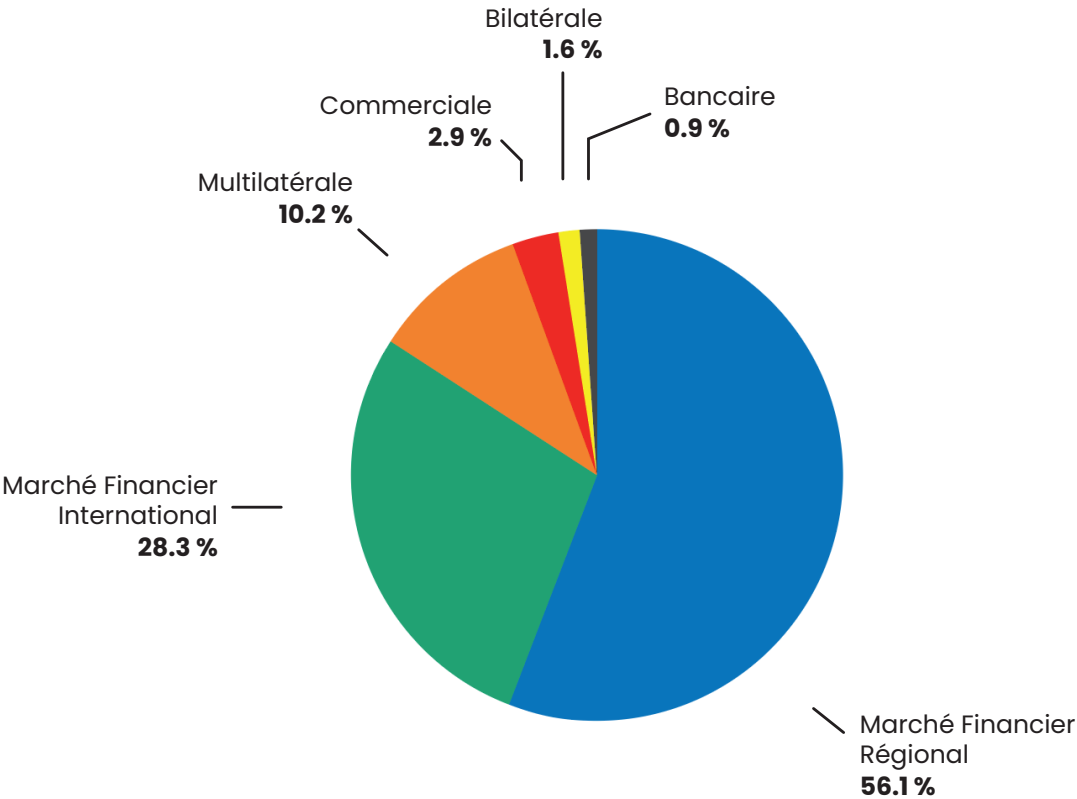
EVOLUTION DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2019
A 2023 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



Entre 2019 et 2023, les nouveaux engagements évoluent en dents de scie. En effet, alors que les niveaux des nouvelles signatures étaient relativement bas en 2019 et 2022, ces derniers enregistrent une hausse significative en 2020, 2021 et 2023.

GRAPHIQUE
N°2:

REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS
SIGNES DE 2019 A 2023 (EN POURCENTAGE)



Les nouvelles signatures extérieures se sont établies à 1973,8 milliards de francs CFA. Elles sont réparties comme suit : 73,5 milliards de francs CFA d'emprunts bilatéraux, 468,9 milliards de francs CFA d'emprunts multilatéraux, 134,1 milliards de francs CFA d'emprunts commerciaux et 1297,3 milliards de francs CFA d'engagements envers le marché financier international. Comparativement à la période précédente, ces nouvelles signatures sont en progression de 1,6% du fait de la hausse des engagements commerciaux et envers le marché financier international.

Les nouveaux engagements intérieurs sur la période d'étude sont composés d'emprunts obtenus sur le marché financier régional et auprès des banques locales pour des montants respectifs de 2608,8 milliards de FCFA et 39,0 milliards de FCFA. Ces nouvelles conventions croissent de 36,9% par rapport à la période précédente en raison de la hausse des engagements sur le marché financier régional.

1.1.2.

Affectation des nouveaux emprunts de 2019 à 2023

Sur la période 2019-2023, vingt-cinq (25) contrats ont été signés pour servir à l'équilibre budgétaire et au financement de dix (10) projets regroupés en huit (08) secteurs afin de renforcer les équipements, les infrastructures et la riposte au covid-19.

Les nouveaux engagements au soutien à la production englobent 293,8 milliards de francs CFA. Le secteur de la route enregistre 90,3 milliards de francs CFA affectés au programme d'appui au secteur des infrastructures au Gabon phase 1 (PASIG 1). Le secteur Eau et Electricité totalise 77,0 milliards de francs CFA orientés au Programme intégré pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement de la ville de Libreville. Quant au secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), il concentre 122,9 milliards de francs CFA dédiés à la conception et à la réalisation des travaux d'aménagement et aux conditions de circulation dans la ville de Libreville, à la conception et à la réalisation de deux fly-overs et de quatre passerelles à Libreville et du nouveau pont d'Ebel-Abanga, et au financement complémentaire du plan complet de réinstallation. En ce qui concerne

le secteur de l'agriculture, pêche et élevage, il concentre 3,6 milliards de francs CFA alloués au programme de développement agricole et rural.

Pour ce qui est du secteur social, le montant alloué se situe à 93,1 milliards de francs CFA et ne concerne que la santé pour les projets de riposte contre la Covid-19.

Le secteur du sport, quant à lui, concentre 19,8 milliards de francs CFA affectés au projet de construction du stade Omar Bongo Ondimba.

S'agissant du montant affecté au secteur de la Communication et des télécommunications, il se chiffre à 36,9 milliards de FCFA orientés au projet Gabon digital.

Le montant alloué au secteur de la défense et de la sécurité s'est établi à 31,1 milliards de FCFA affectés au projet acquisition d'un avion casa type c295mta et son paquet logistique.

Enfin, le secteur économie et finances totalise 3516,2 milliards de francs CFA orientés majoritairement à l'équilibre budgétaire.

1.1.3.

Termes moyens des nouveaux emprunts de 2019 à 2023

Les termes moyens des nouveaux engagements se fixent à 7,8 ans pour la durée de remboursement, 4,0 ans pour le différé et 4,8% pour le taux d'intérêt. En Comparaison à la période précédente, la maturité et le différé moyens se détériorent respectivement de 1,4 an et 0,4 an. Le taux d'intérêt moyen, quant à lui, se dégrade de 0,4 point de pourcentage.

Les termes moyens des nouveaux emprunts extérieurs se sont établis à 15,2 ans pour la maturité, 6,0 ans pour le différé et 4,2% pour le taux d'intérêt. La maturité et le différé moyens s'améliorent respectivement de 0,5 an et 0,3 an par rapport la période antérieure tandis que le taux d'intérêt se dégrade de 0,7 point de pourcentage.

Avec respectivement 4,0 ans pour la maturité, 1,0 an pour le délai de grâce et 0,4% pour le taux d'intérêt, les termes moyens des nouvelles signatures bilatérales demeurent stables entre 2018-2022 et 2019- 2023.

Sur la période 2019-2023, les termes moyens des nouvelles conventions multilatérales se sont fixés à 17,8 ans pour la maturité, 4,2 ans pour le différé et 1,7% pour le taux d'intérêt. La maturité et le différé enregistrent une légère amélioration respectivement de 0,7

an et 0.3 an. En revanche, le taux d'intérêt se dégrade de 0,1 point de pourcentage.

En comparaison à la période précédente, les termes moyens des nouveaux engagements commerciaux connaissent une quasi stabilité pour la maturité et le différé, tandis que le taux d'intérêt s'améliore de 0,8 % point de pourcentage.

En ce qui concerne les nouveaux emprunts sur le marché financier international, les termes moyens se sont fixés à 7,0 ans pour la maturité, 4,5 ans pour le différé et 4,4% pour le taux d'intérêt. La maturité et le différé s'apprécient respectivement de 3,0 ans et 0,9 an. A contrario, le taux d'intérêt se dégrade de 1,7 point de pourcentage.

Les termes moyens des nouveaux emprunts intérieurs s'établissent respectivement à 3,4 ans pour la maturité moyenne, 2,3 ans pour le différé moyen et 5,2% pour le taux d'intérêt moyen et sont exclusivement obtenus sur le marché régional.

Comparativement à la période antérieure, la maturité et le différé moyens sont relativement stables tandis que le taux d'intérêt s'apprécie de 0,2 point de pourcentage.

TABLEAU N°1

TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2019 A 2023

	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	15,2	6,0	4,2%
Bilatéral	4,0	1,0	0,4%
Multilatéral	17,8	4,2	1,7%
Commercial 5	,11	,1	0,8%
Marché financier international	7,0	4,5	4,4%
Emprunt Intérieur	3,4	2,3	5,2%
Marché Financier Régional	3,4	2,3	5,2%
Ensemble	7,8	4,0	4,8%

1.2.

Évolution des décaissements de 2019 à 2023

Les décaissements sur financements extérieurs (FINEX) et intérieurs (FININ) sur la période 2019-2023 s'établissent à 5352,8 milliards de francs CFA dont 50,9% de décaissements extérieurs et 49,1% de décaissements intérieurs. En comparaison à la période antérieure, ces financements sont en hausse de 14,0%.

1.2.1.

Les décaissements sur financements extérieurs de 2019 à 2023

Les mobilisations sur financements extérieurs s'élèvent à 2727,0 milliards de francs CFA, soit une baisse de 1,7% par rapport la période 2018-2022. Ce résultat se justifie par des décaissements moins importants sur les emprunts multilatéraux et bilatéraux.

TABLEAU N°2

BILATÉRAL ET COMMERCIAL À PARTIR DE 2020
(En Milliards de Francs CFA)

	2019	2020	2021	2022	2023	TOTAL
Emprunt Extérieur	409,2	923,1	581,3	365,6	447,9	2727,0
Bilatéral	124,3	32,9	16,9	50,8	16,2	241,1
Multilatéral	277,3	284,2	105,7	311,8	99,2	1078,2
Commercial	7,6	10,8	2,7	3,0	30,7	54,8
Marché Financier International	0,0	595,2	456,0	0,0	301,7	1352,9
Emprunt Intérieur	272,8	384,8	680,5	474,0	813,7	2625,8
Bancaire	0,0	0,0	17,0	0,0	39,0	56,0
Marché Financier Régional	272,8	384,8	663,5	474,0	774,7	2569,8
Total Tirages sur Financements Extérieurs et Intérieurs	682,0	1307,8	1261,8	839,6	1261,6	5 352,8

Les tirages bilatéraux se chiffrent à 241,1 milliards francs CFA, soit une diminution de 39,0% par rapport à la période précédente du fait de la baisse des décaissements auprès des créanciers chinois et français.

Entre 2019-2023, les décaissements multilatéraux se sont situés à 1078,2 milliards de francs CFA, soit un recul de 17,1 %. Ce résultat est consécutif la diminution des décaissements auprès de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et du Fonds Monétaire International (FMI) comparativement à la période 2018-2022.

Le montant des décaissements effectués auprès des banques commerciales s'est chiffré à 58,8 milliards de francs CFA. Il connaît une augmentation de 104,3% par rapport à la période antérieure

en raison des décaissements importants auprès de la banque espagnole SANTANDER.

Sur la période d'étude, les ressources mobilisées sur le marché financier international se sont établies à 1352,9 milliards de francs CFA, soit une hausse de 28,7% comparativement à la période 2018-2022. Ce résultat est dû à l'émission d'un Blue Bond sur le marché international en 2023.

1.2.2.

Les décaissements sur financements intérieurs de 2019 à 2023

Entre 2019 et 2023, les décaissements sur financements intérieurs (FININ) se sont chiffrés à 2625,8 milliards de francs CFA. Ils sont en hausse de 36,6% par rapport à la période 2018-2022. Cette situation s'explique par le maintien de la présence du Gabon sur le marché financier régional.

Les tirages effectués auprès des banques locales s'établissent à 56,0 milliards de francs CFA sur la période 2019-2023 et enregistrent une augmentation de 229,4%. Cette progression se justifie par les décaissements effectués en 2023 après une absence sur 3 ans au cours de la période.

Le marché financier régional quant à lui, totalise 2569,8 milliards de francs CFA sur la période concernée. Il est en hausse de 34,8% par rapport à la période précédente et se justifie par la volonté des autorités de renforcer la présence du Gabon sur le marché financier régional.

1.3.

Évolution du service de la dette publique de 2019 à 2023

Le service de la dette publique se situe à 5814,5 milliards de francs CFA, avec une moyenne annuelle de 1162,9 milliards de francs CFA entre 2019-2022. Il est constitué de 4378,9 milliards de francs CFA de principal et de 1435,6 milliards de francs CFA d'intérêts. Ce service est en nette augmentation de 19,1% par rapport à la période 2018-2022 et a été effectué auprès des créanciers extérieurs et intérieurs à hauteur de 54,7% et 45,3%.

1.3.1.

Évolution du service de la dette publique extérieure de 2019 à 2023

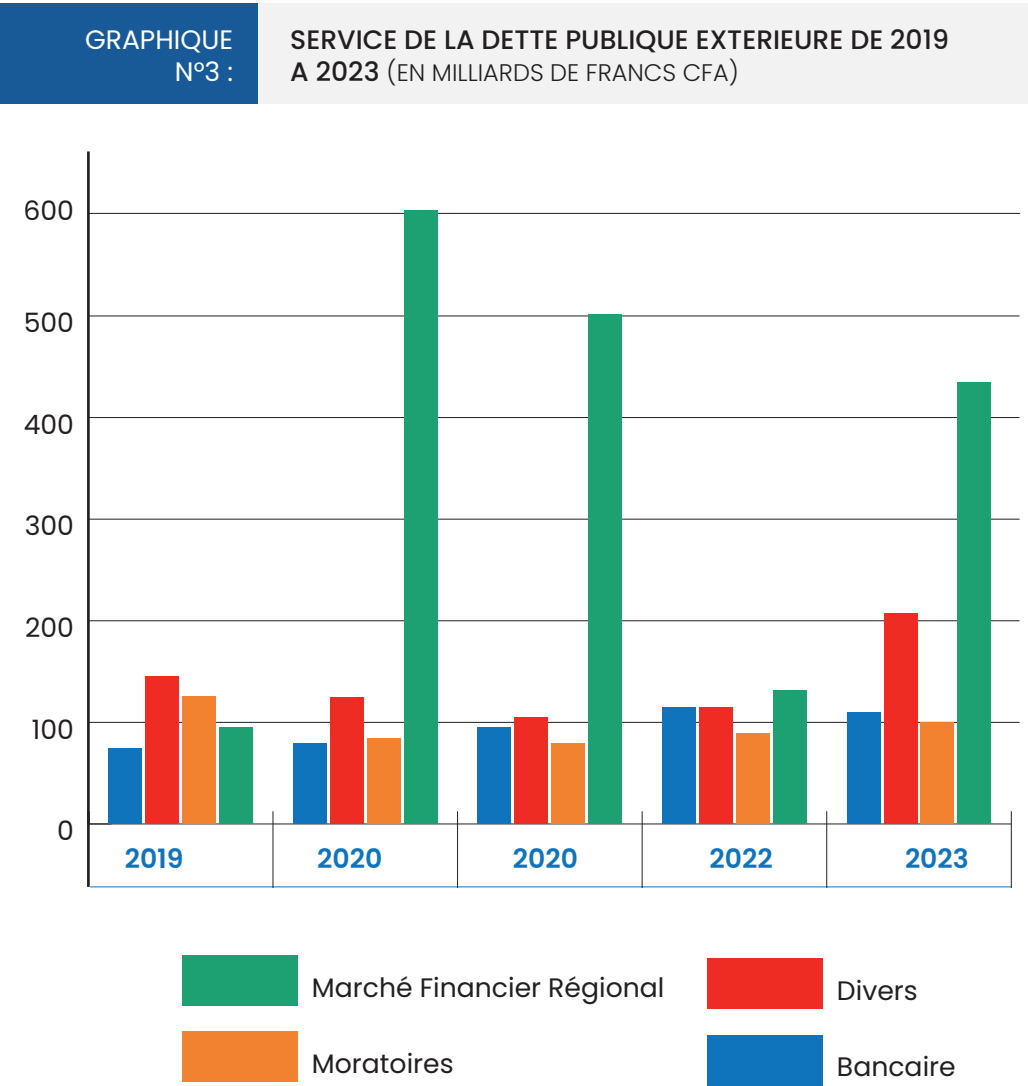
Sur la période 2019-2023, le service de la dette publique extérieure se chiffrait à 3180,2 milliards de francs CFA, soit une moyenne annuelle de 636,0 milliards de francs CFA. Il croît de 18,4% et se compose de 2341,5 milliards de francs CFA de principal et 838,8 milliards de francs CFA d'intérêts.

Le service de la dette bilatérale s'élève à 412,2 milliards de francs CFA et concentre 13,0% du service total extérieur. Il progresse de 8,2% par rapport à la période antérieure du fait de l'augmentation du service envers les créanciers chinois et français.

Le service multilatéral quant à lui, se situe à 658,1 milliards de francs CFA et représente 20,7% du service extérieur. Il est en hausse de 30,3% entre les deux périodes. Cette évolution provient d'un service important envers la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque Africaine d'Exportation et d'Importation (AFREXIMBANK), la Banque Mondiale (BIRD), le Fonds Africain de Développement (FAD) et le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA).

Le service de la dette commerciale s'établit à 423,4 milliards de francs CFA et englobe 13,3% du service extérieur. Il recule de 6,7% par rapport à la période précédente. Cette baisse se justifie par le règlement important du service dû aux banques commerciales chinoises, françaises, espagnoles, anglaises, belges, suisses, hongkongaises, togolaises et israéliennes.

Chiffré à 1686,6 milliards de francs CFA, le service envers le marché financier international concentre 53,0% du total du service extérieur et croît de 25,2% comparativement à la période 2018-2022.



1.3.2.

Évolution du service de la dette publique intérieure de 2019 à 2023

Sur la période 2019-2023, le service de la dette intérieure s'est situé à 2634,3 milliards de francs CFA, soit une moyenne de 526,9 milliards de francs CFA par an. Il est composé de 2037,4 milliards de francs CFA de principal et 596,9 milliards de francs CFA d'intérêts. Ce service connaît une augmentation de 20,1% et représente 45,3% du service total.

Le service envers les banques locales s'élève à 589,9 milliards de francs CFA sur la période 2019-2023, soit une moyenne de 118,0 milliards de francs CFA par an. Il englobe 22,4% du total du service intérieur et croît de 5,5% par rapport à la période précédente. Cette augmentation provient de la hausse du service envers la Banque Gabonaise et Française Internationale (BGFI) et Ecobank.

Le service envers le marché financier régional s'est chiffré à 1442,6 milliards de francs

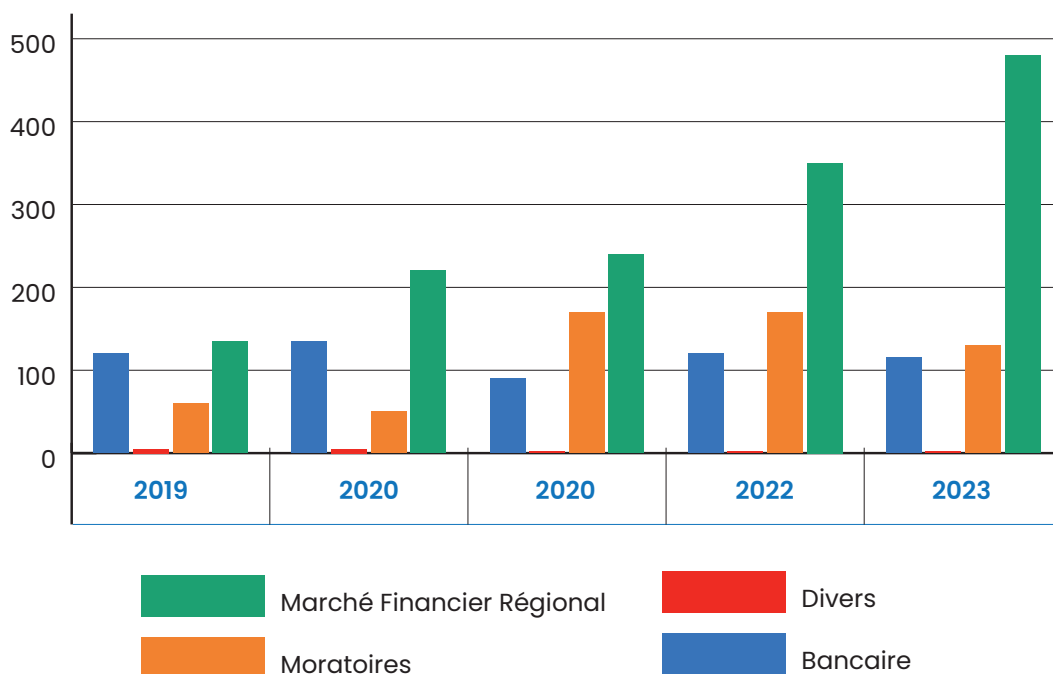
CFA, soit une moyenne de 288,5 milliards de francs CFA sur la période 2019-2023. Il concentre 54,8% du service total intérieur et est en hausse de 34,7% comparé à la période antérieure.

D'un montant de 593,3 milliards de francs CFA et une moyenne de 110,4 milliards de francs CFA par an, le service au titre de la dette moratoire représente 22,5% du service total intérieur. Il est en progression de 7,4% en comparaison à son niveau de 2018-2022 en raison de l'accroissement des engagements envers les fournisseurs de l'Etat.

Le service de la dette diverse s'établit à 8,5 milliards de francs CFA avec une moyenne de 1,7 milliards de francs CFA sur la période d'étude. Il recule de 24,1% suite aux règlements des dettes des entités publiques reprises par l'Etat.

GRAPHIQUE
N°4 :

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE DE 2019
A 2023 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



1.4.

Évolution de l'encours de la dette publique de 2019 à 2023

L'encours de la dette publique se situe en moyenne à 6526,1 milliards de francs CFA entre 2019-2023, soit une hausse 5,9% par rapport à son niveau de la période 2018-2022 du fait de l'augmentation de la dette intérieure.

1.4.1.

Évolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2019 à 2023

L'encours de la dette extérieure se chiffre en moyenne à 4209,1 milliards de francs CFA sur la période 2019-2023. Il concentre 64,5% du total de la dette publique et augmente de 3,0% en raison de l'accroissement de la dette multilatérale et de celle envers le marché financier international.

Entre 2019 et 2023, l'encours de la dette multilatérale s'établit en moyenne à 1695,5 milliards de francs CFA, soit 40,3% de l'encours total extérieur. Il connaît une progression de 8,2% par rapport à son niveau de 2018-2022. Cet accroissement est consécutif à la poursuite des mobilisations auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) et le Fonds Monétaire International (FMI) en vue de relancer l'économie.

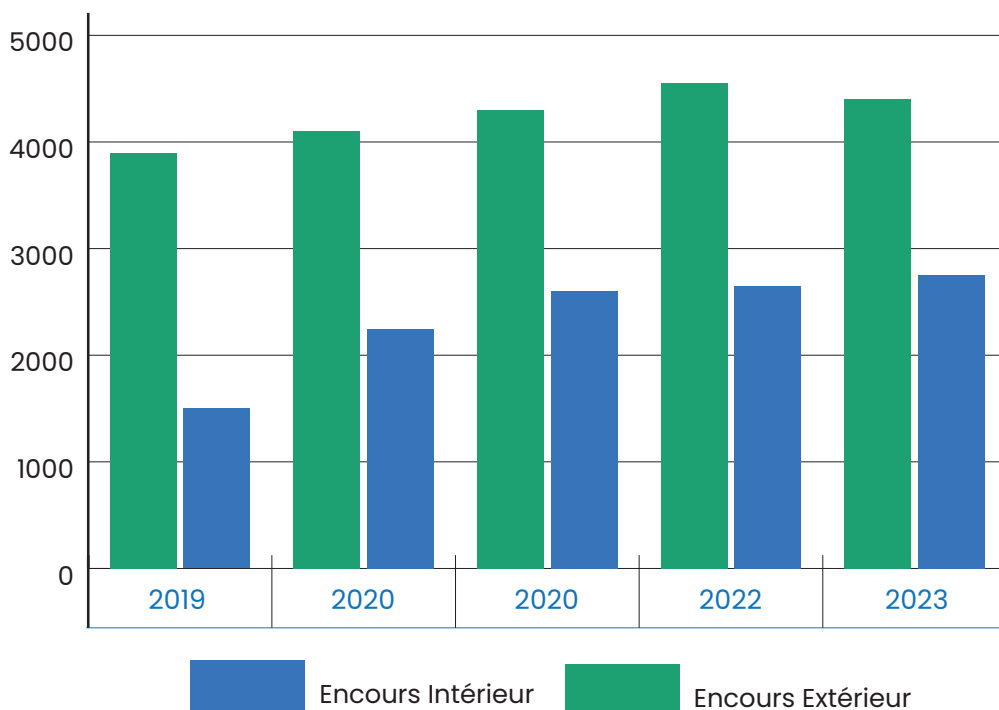
L'encours de la dette bilatérale totalise en moyenne 837,8 milliards de francs CFA. En comparaison à la période précédente, il baisse de 0,4% et concentre 19,9% du montant total de la dette extérieure. Cette diminution est due à des engagements financiers moins importants envers les créanciers chinois, canadiens, allemands, américains, japonais, espagnols et belges.

La dette commerciale s'élève en moyenne à 242,8 milliards de francs CFA. Elle est en baisse de 18,5% par rapport à son niveau entre 2018-2022 et absorbe 5,8% de l'encours extérieur. Ce résultat découle de la volonté des autorités de recourir de moins en moins à ce type d'emprunts au profit des prêts semi-concessionnels.

Sur la période 2019-2023, l'encours sur le marché financier international se situe en moyenne à 1433,0 milliards de francs CFA. Il concentre 34,0% du total de l'encours extérieur et est en hausse de 3,8% par rapport à la période antérieure.

**GRAPHIQUE
N°5 :**

**ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2019 A 2023
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**



1.4.2.

Évolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2019 à 2023

L'encours de la dette intérieure se chiffre en moyenne à 2317,0 milliards de francs CFA et représente 35,5% du montant total de la dette publique. Il augmente de 11,7% par rapport à son niveau antérieur du fait de l'augmentation des engagements envers le marché financier régional.

La dette bancaire s'établit en moyenne à 809,6 milliards de francs CFA sur la période 2019-2023 et concentre 34,9 % du total intérieur. Il décroît de 1,4% en raison de la diminution des engagements envers BICIG, BGFI d'une part, et de l'opération de titrisation d'autre part.

Le stock de la dette moratoire s'élève en moyenne à 293,3 milliards de francs CFA. Il diminue de 15,4% par rapport à la période 2018-2022 et englobe 12,7% de l'encours intérieur. Ce résultat provient du règlement des créances de l'administration envers ses fournisseurs et prestataires de services.

Le niveau de l'encours envers le marché financier régional croît de 34,1% pour se situer en moyenne à 1214,1 milliards de francs CFA sur la période d'étude. Cette hausse se justifie par la volonté du gouvernement de maintenir sa présence sur le marché financier régional. Par ailleurs, la part du marché régional représente 52,4% du total de la dette intérieure.

1.4.3.

Évolution des termes moyens de l'encours de la dette publique de 2019 à 2023

Les termes moyens de l'encours se fixent à 8,2 ans pour la maturité, 1,7 an pour le différé et 4,0% pour le taux d'intérêt. Ces derniers sont relativement stables par rapport à la période précédente.

Les termes moyens de l'encours extérieur quant à eux s'établissent à 10,2 ans pour la durée de remboursement, 2,1 ans pour le délai de grâce et 3,7% pour le taux d'intérêt. Ces termes sont quasi stables comparativement à la période antérieure.

En ce qui concerne l'encours intérieur, les termes moyens ressortent avec 4,5 ans pour la durée, 1,1 an pour le différé et 4,5% pour le taux d'intérêt. Ces termes demeurent stables pour ce qui est du différé et du taux d'intérêt, tandis que la maturité se dégrade de 0,6 an par rapport à la période 2018-2022.

1.4.4.

Évolution de l'encours de la dette publique par monnaies de 2019 à 2023

Le stock de la dette publique sur la période d'étude est constitué du Franc CFA, du Dollar Américain, de l'Euro, du Yuan Renminbi et du Dinar Islamique, pour respectivement 45,1%, 30,0%, 21,2%, 2,7% et 1,0% du montant total de l'encours par monnaies. Cette composition demeure identique par rapport à la période antérieure.

Avec 75,6 % de monnaies à taux de changes fixes et de 24,4% de monnaies à taux de changes flottants, le portefeuille de la dette publique est modérément exposé au risque de change. Par ailleurs, les monnaies à taux de changes fixes et à taux de changes variables croissent respectivement de 4,7% et 9,9% du fait de l'accroissement des engagements contractés en monnaie locale et en devises.

1.5.

Évolution des indicateurs d'endettement de la dette publique de 2019 à 2023

Entre 2019 et 2023, le taux d'endettement, la pression du service et la charge de la dette sur les recettes budgétaires se situent respectivement en moyenne à 60,0%, 54,5% et à 13,4%.

1.5.1.

Évolution du taux d'endettement public de 2019 à 2023

Le taux d'endettement moyen se fixe à 60,0% sur la période 2019 à 2023. Il croît de 0,2 point par rapport à la période antérieure. Cette situation s'explique par la décélération de l'activité économique.

1.5.2.

Évolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2019 à 2023

Sur la période d'étude, le ratio de liquidité se situe en moyenne à 54,5% et augmente de 3,9 points de base par rapport à son niveau de 2019 à 2023 en raison de l'accroissement plus rapide du service de la dette par rapport aux recettes budgétaires.

Les intérêts de la dette rapportés aux recettes budgétaires se fixent en moyenne à 13,4% et demeurent stables par rapport à la période précédente.



2.

**MISE EN ŒUVRE
DE LA STRATEGIE
D'ENDETTEMENT
PUBLIC EN 2024**

La mise en œuvre de la stratégie d'endettement public compare les prévisions contenues dans la stratégie d'endettement aux réalisations obtenues à la fin de l'exercice budgétaire de l'année 2024 en termes de plafonds de nouveaux engagements, des mobilisations des prêts extérieurs et intérieurs et des conditions de financement.

2.1.

Nouveaux engagements et conditions d'emprunt en 2024

2.1.1.

Nouveaux engagements en 2024

Arrêtés dans la loi de finances 2024 à 1147,9 milliards de francs CFA, les nouveaux engagements se sont établis à 807,3 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 70,3%. Cette situation résulte de la contre-performance enregistrée au niveau des nouvelles signatures extérieures notamment, l'absence de mobilisation sur le marché financier international. Ces nouveaux emprunts sont constitués de 54,5 milliards de francs CFA pour l'extérieur, et de 752,8 milliards de francs CFA pour l'intérieur contre des prévisions respectives de 569,9 milliards de francs CFA et 578,0 milliards de francs CFA. Les nouveaux engagements en 2024 enregistrent une diminution de 35,8 % par rapport à l'année antérieure en raison de la baisse des engagements extérieurs et intérieurs.

Ces ressources ont été affectées à hauteur de 6,8% pour les prêts projets, 93,2% pour les opérations d'équilibre budgétaire et se fixent 6,4% du PIB sur l'année d'étude contre 9,1% prévus dans la stratégie d'endettement.

TABEAU
N°3

NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2024
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

	Montant	% du PIB
Emprunts Extérieurs	54,5	0,4
Bilatéral	0,0	0,0
Multilatéral	54,5	0,4
Commercial	0,0	0,0
Marché Financier International	0,0	0,0
Emprunts Intérieurs	752,8	6,0
Bancaire	55,0	0,4
Marché Financier Régional	697,8	5,5
Total Nouveaux Engagements	807,3	6,4

2.1.1.1. Nouveaux engagements extérieurs

Le montant des nouveaux engagements extérieurs en 2024 s'établit à 54,6 milliards de francs CFA contre une prévision de 569,9 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 9,6%. Ce résultat provient de l'absence des signatures avec les partenaires traditionnels bilatéraux, commerciaux et des mobilisations envers le marché financier international. Ils enregistrent une diminution de 87,7% par rapport à l'année précédente.

Les nouvelles conventions extérieures ont été entièrement signées avec les partenaires multilatéraux et concentrent 6,8% du total des nouvelles signatures. Ces fonds ont été orientés en totalité au bénéfice du secteur de l'Économie et des Finances et concerne le projet relatif à l'harmonisation des statistiques régionales.

2.1.1.2 Nouveaux engagements intérieurs

Prévues à 726,5 milliards de francs CFA, les nouvelles conventions intérieures se chiffrent à 752,8 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 103,6%. Ce dernier est au-dessus du plafond fixé par la loi de finances, en raison d'une part, du dépassement des nouveaux engagements sur le marché régional et de la signature d'une convention bancaire non prévue, d'autre part. Par ailleurs, ces signatures concentrent 93,2% du montant total desdites conventions. En Comparaison à l'année précédente, ces engagements connaissent une baisse de 7,5% en raison de la diminution des mobilisations sur le marché financier régional.

Réalisées à hauteur de 55 milliards de Francs CFA, les nouvelles conventions bancaires ont été exclusivement signées auprès de la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) et représentent 7,3% du total des nouveaux engagements intérieurs. Ces ressources ont été dédiées au financement de projets divers et au remboursement d'un crédit court terme.

Les fonds levés sur le marché financier régional en 2024 s'élèvent à 697,8 milliards de Francs CFA et concentrent 92,7% du montant total des nouveaux emprunts intérieurs.

2.1.2.

Conditions d'emprunt en 2024

Cette partie a pour objet de comparer les prévisions de la stratégie d'endettement public en 2024 aux réalisations en matière de termes des nouveaux engagements.

2.1.2.1.

Nouveaux engagements par type de monnaie en 2024

En 2024, les nouveaux engagements ont été contractés essentiellement en Euro et en francs CFA.

Avec une prévision de 75 milliards de francs CFA, les nouveaux engagements en Euro s'élèvent à 54,6 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 72,7%. Ces nouveaux emprunts ont été exclusivement signés auprès des partenaires multilatéraux notamment la Banque Mondiale (BIRD).

Les nouvelles conventions en Francs CFA s'établissent à 752,8 milliards de Francs CFA contre une prévision de 578,0 milliards de Francs CFA, soit un taux de réalisation de 130,2%. Ces financements ont été mobilisés auprès des banques locales et sur le marché financier régional.

2.1.2.2.

Termes moyens des nouveaux engagements en 2024

Les termes moyens des nouveaux emprunts en 2024 se sont situés à 4,4 ans pour la maturité, 1,6 an pour le délai de grâce et 6,2% pour le taux d'intérêt contre des prévisions respectives de 9,6 ans, 4,4 ans et moins de 5%. Ces termes ne sont pas conformes aux prévisions en raison des conditions moins favorables obtenues sur le marché financier régional. Comparativement à l'année précédente, la maturité, le différé et le taux d'intérêt moyens se dégradent respectivement de 3,1 ans, 1,3 an et 0,3 point de base en raison des conditions peu favorables obtenues sur les emprunts intérieurs.

Les termes moyens des nouvelles conventions extérieures se sont établis à 18,0 ans pour la maturité, 5,0 ans pour le différé et 3,5% pour le taux d'intérêt. Ces termes sont conformes aux cibles stratégiques contenues dans la stratégie d'endettement. La maturité, le différé et le taux d'intérêt s'améliorent respectivement de 3,7 ans et de 1,0 an et 3,0 points de base par rapport à l'année antérieure.

Les termes moyens de nouveaux engagements intérieurs se situent à 3,4 ans pour la durée de remboursement, 1,4 an pour le différé et 6,4% pour le taux d'intérêt contre respectivement 5,0 ans, 4,0 ans et moins de 5,0% en prévisions. Ces derniers ne sont pas conformes aux prévisions stratégiques suite aux conditions peu favorables obtenues sur le marché financier régional. La maturité, le délai de grâce et le taux d'intérêt moyens se dégradent respectivement de 0,3 an, 0,9 an et 0,9 point de base comparativement à l'année précédente.

**TABLEAU
N°4 :**

**TERMES MOYENS DES NOUVEAUX
ENGAGEMENTS EN 2024**

	Prévisions			Réalisations		
	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %	Maturité en Années	Différé en Années	Taux d'intérêt %
Emprunt Extérieur	12,9	4,8	- de 5,0%	18,0	5,0	3,5
Bilatéral	15,0	3,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Multilatéral	18,0	5,0	- de 5,0%	18,0	5,0	3,5
Commercial	8,5	2,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Marché Financier International	10,0	9,0	- de 5,0%	0,0	0,0	0,0
Emprunt Intérieur	5,0	4,0	- de 5,0%	3,4	1,4	6,4
Bancaire	3,0	0,0	- de 5,0%	6,0	0,0	9,8
Marché Financier Régional	5,0	4,0	- de 5,0%	3,2	1,5	6,1
Ensemble	9,6	4,4	- de 5,0%	4,4	1,6	6,2

2.1.2.3.

**Risques liés aux conditions d'emprunts en
2024**

Les nouveaux engagements signés à taux de change fixe représentent 93,2 % de l'ensemble des nouveaux emprunts. Cette part importante des monnaies à change fixe atténuerait l'exposition au risque de change du portefeuille de la dette publique en 2024.

Les nouvelles conventions signées à taux d'intérêt fixe demeurent prépondérantes, ce qui traduirait une exposition maîtrisée au risque du taux d'intérêt du portefeuille de la dette publique.

Se situant respectivement à 4,4 ans et 1,6 an en 2024, la maturité et le différé moyens des nouveaux emprunts exposerait le portefeuille au risque de refinancement.

En somme, les recommandations de la stratégie d'endettement public en matière de portefeuille de nouveaux emprunts ont été respectées dans l'ensemble à l'exception du risque de refinancement qui demeure relativement élevé en 2024.

2.2.

Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2024

Les décaissements extérieurs et intérieurs se sont situés à 848,1 milliards de francs CFA contre une prévision de 1 313,6 milliards de francs CFA en 2024, soit un taux d'exécution de 64,6%. Cette baisse provient essentiellement de l'absence des tirages sur le marché financier international. En effet, pour rembourser une partie de l'eurobond arrivant à échéance en 2025, le Gabon a orienté sa stratégie de financement dudit eurobond sur le marché régional via la syndication, au détriment du marché financier international.

Par ailleurs, ils sont composés de 11,2% de financements extérieurs et de 88,8% de tirages intérieurs et ont été orientés à hauteur de 9,4% aux prêts projets et de 90,6% pour l'équilibre budgétaire.

**TABLEAU
N°5 :**

**DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET
INTERIEURS EN 2024 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)**

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Emprunts Extérieurs	587,1	95,31	-491,8
Bilatéral	25,7	6,9	-18,8
Multilatéral	70,0	62,7	-7,3
Commercial	21,5	25,7	4,2
Marché Financier International	469,9	0,0	-469,9
Emprunts Intérieurs	726,5	752,8	26,3
Bancaire	0,0	55,0	55,0
Marché Financier Régional	726,5	697,8	-28,7
Total Décaissements sur Financements Extérieurs et Intérieurs	1 313,6	848,1	-465,5

2.2.1.

Décaissements sur financements extérieurs

Prévus à 587,1 milliards de francs CFA, les décaissements sur financements extérieurs se sont établis à 95,3 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 16,2%. Cette situation s'explique principalement par l'absence des tirages sur le marché financier international en raison de la réorientation de la stratégie du financement de l'eurobond arrivant à échéance 2025 sur le marché financier régional. En comparaison à l'année précédente, les décaissements extérieurs connaissent une baisse de 78,7% du fait de la décroissance de l'ensemble des catégories extérieures.

Les décaissements effectués auprès des partenaires bilatéraux se sont chiffrés à 6,9 milliards de francs CFA contre une prévision de 25,7 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 26,8%. Ce résultat découle des décaissements moins importants effectués auprès de l'Agence

française de Développement (AFD).

Pour un montant de 70,0 milliards de francs CFA prévu, les tirages auprès des créanciers multilatéraux se sont établis à 62,7 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 89,6%. Cette situation résulte des niveaux de décaissements moins importants obtenus auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD) et l'absence des tirages auprès de la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC).

Les ressources mobilisées auprès des partenaires commerciaux se chiffrent à 25,7 milliards de francs CFA, contre une prévision de 21,5 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 119,5%. Ce dépassement découle des tirages obtenus principalement auprès de la banque allemande DEUTSCHE BANK.

Aucune mobilisation n'a été effectuée sur le marché financier international en dépit de la prévision établie à 4,69 milliards de francs CFA.

En définitive, les financements extérieurs ont été essentiellement réalisés auprès des créanciers multilatéraux avec 65,8% du montant total des décaissements extérieurs. Les partenaires commerciaux et bilatéraux quant à eux concentrent respectivement, 27,0% et 7,2% du total des tirages extérieurs.

2.2.2. Décaissements sur financements intérieurs

Les décaissements sur financements intérieurs s'élèvent à 752,8 milliards de francs CFA contre une prévision de 726,5 milliards de francs CFA en 2024, soit un taux d'exécution de 103,6%. Cette mobilisation résulte de la confiance des investisseurs envers les titres publics gabonais. Toutefois, les décaissements effectués sur les financements intérieurs baissent de 7,5% par rapport à leur niveau de l'année précédente.

Les décaissements obtenus auprès des banques locales, bien que non prévus, se sont chiffrés à 55,0 milliards de francs CFA.

Pour ce qui est des tirages effectués sur le marché financier régional, ils s'élèvent à 697,8 milliards de francs CFA avec une prévision de 726,5 milliards de francs CFA. Ces fonds sont constitués de 508,7 milliards de francs CFA d'Obligations du Trésor Assimilable (OTA) et 189,1 milliards de francs CFA d'Obligations du Trésor (OT).

Globalement, les tirages intérieurs ont été majoritairement obtenus sur le marché financier régional et concentrent 92,7% du montant total des décaissements intérieurs.

2.2.3. Affectation des décaissements en 2024

En 2024, les décaissements sur prêts-projets représentent 9,4% du montant total des décaissements et ceux orientés vers l'équilibre budgétaire concentrent 90,6% desdits décaissements contre respectivement 7,8% et 92,2% prévus.

2.2.3.1. Décaissements sur prêts-projets

Les tirages sur prêts-projets se sont établis à 79,6 milliards de francs CFA et ont été affectés à la réalisation de quinze (15) projets contre dix-sept (17) inscrits dans la loi de finances 2024. Ces financements ont été orientés à la Réhabilitation du Transgabonais, au projet Gabon digital, au renforcement des structures sanitaires, au projet de renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes, au programme d'appui au secteur des infrastructures au Gabon, au programme d'alimentation en eau à Libreville, l'appui à la diversification de l'Economie Gabonaise (PADEG), au projet de construction des salles de classes, au projet E-Gabon, au programme de développement de la statistique au Gabon, au projet d'harmonisation des statistiques régionales, au développement des services de base en milieu rural, au projet d'assainissement de la ville de Libreville, à l'appui au programme graine et au projet de construction de deux flyovers et quatre passerelles.

Par ailleurs, les projets concernant la construction des salles de classe, le projet de construction de deux flyovers et quatre passerelles, le renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes, le programme de développement de la statistique au Gabon, le développement des services de base en milieu rural et l'assainissement de la ville de Libreville ont bénéficié de tirages bien que n'ayant pas été prévus. De même, les projets de conception et de réalisation d'ouvrage sur le réseau routier national, de financement additionnel PCR, d'appui à l'employabilité des jeunes, d'avance de préparation du programme d'aménagement et de développement des infrastructures du Gabon, d'acquisition d'un avion C295, d'aménagement des bassins versants Terre Nouvelle, d'appui budgétaire COVID19 et du programme d'appui au secteur de l'éducation (PISE) qui ont été prévus, n'ont pas été exécutés.

Ces tirages ont été orientés vers huit (08) secteurs d'activités à savoir l'agriculture, la pêche et l'élevage, la communication et les télécommunications, les bâtiments et travaux publics (BTP), l'eau et l'électricité, la santé, l'éducation et la formation professionnelle, le transport, ainsi que l'économie et les finances.

Le secteur de l'Agriculture, Pêche et Élevage englobe 2,9 milliards de francs CFA des décaissements contre 4,5 milliards de francs CFA prévus par la loi de finances, soit un taux de réalisation de 65,1%. Ce montant a été exclusivement affecté au projet d'appui au programme graine.

Initialement prévu à 13,0 milliards de francs CFA, le secteur de l'Education et de la Formation Professionnelle a bénéficié de 8,9 milliards de francs CFA des financements correspondant à un taux de réalisation de 68,1%. Ces mobilisations ont été affectées à la consolidation des projets relatifs à la construction des salles de classe et au renforcement des capacités pour l'employabilité des jeunes.

Les tirages au profit du secteur de la Santé se sont situés à 2,9 milliards de francs CFA pour une prévision de 22,2 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 13,0%. Ces décaissements ont été orientés vers le renforcement des structures sanitaires.

Projetés à 12,3 milliards de francs CFA, le secteur de l'Eau et de l'Electricité

totalise 12,7 milliards de francs CFA des décaissements, ce qui équivaut à un taux de réalisation de 103,5%. Lesdits décaissements ont été affectés à la réalisation du Programme intégré pour l'alimentation en eau potable à Libreville et au développement des services de base en milieu rural.

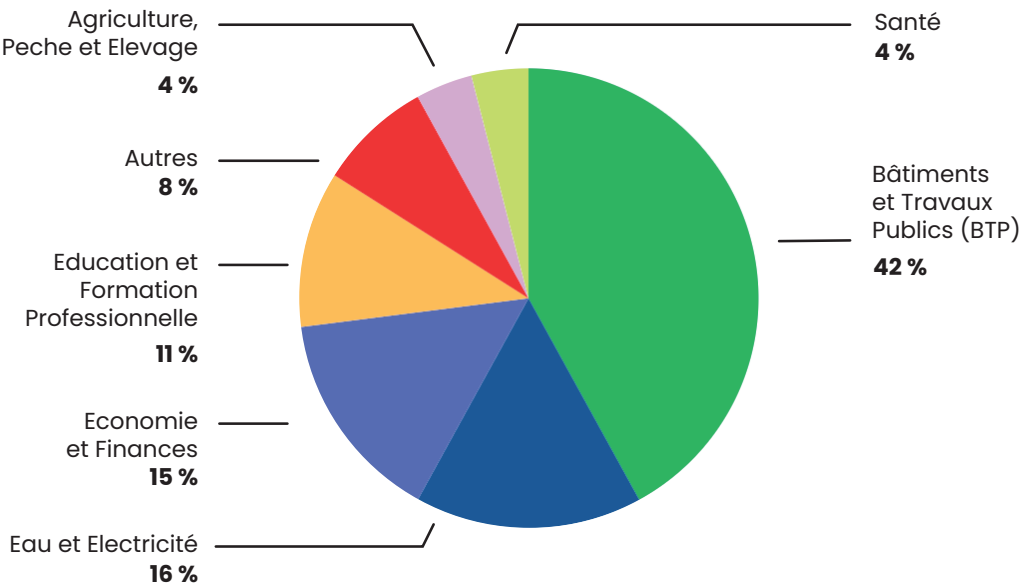
Le secteur Bâtiments et Travaux Publics (BTP), quant à lui, absorbe 33,5 milliards de francs CFA contre une prévision de 10,7 milliards de francs CFA, correspondant ainsi à un taux d'exécution de 313,4%. Ces ressources mobilisées ont été allouées au projet de construction de deux flyovers et de quatre passerelles, au programme d'appui aux secteurs des infrastructures au GABON (PASIG) et à l'assainissement de la ville de Libreville.

Concernant le secteur de l'Economie et des Finances, il totalise 12,2 milliards de francs CFA des financements pour une prévision de 6,2 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 196,2%. Ces tirages ont été orientés au développement de la statistique, à la diversification de l'économie gabonaise et à l'harmonisation des statistiques régionales (HISWACA-SOP 2).

Les secteurs du Transport, de la Communication et des Télécommunications, quant à eux, englobent 6,4 milliards de francs CFA contre 11,8 milliards de francs CFA prévus, soit un taux de réalisation de 54,1%. Ces ressources ont été affectées à la poursuite du projet E- GABON, à GABON DIGITAL et à la Réhabilitation du Transgabonais.

GRAPHIQUE
N°6 :

DECAISSEMENTS PAR SECTEURS EN 2024
(EN POURCENTAGE)



2.2.3.2. Décaissements sur emprunts d'équilibre

Les décaissements sur emprunts d'équilibre se sont chiffrés à 770,7 milliards de francs CFA contre une prévision de 1211,3 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 63,6%. Ces ressources mobilisées ont servi à l'appui aux réformes économiques et au financement du Plan National de Développement de la Transition (PNDT).

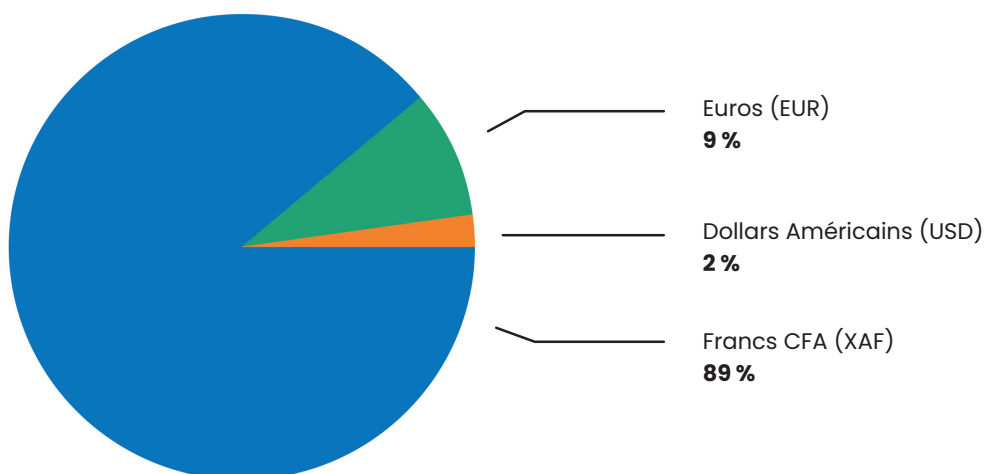
2.2.4. Décaissements par type de monnaie en 2024

Les financements sur emprunts extérieurs et intérieurs en 2024, ont été réalisés principalement en Francs CFA, en Euro et en Dollars américain pour respectivement 88,8%, 9,4% et 1,9% du montant total des décaissements.

En comparaison à leurs niveaux de l'année antérieure, les tirages réalisés en Francs CFA, en Euro et en Dollars diminuent respectivement de 13,0%, 15,9% et 94,8%.

GRAPHIQUE
N°7 :

DECAISSEMENTS PAR MONNAIES EN 2024
(EN POURCENTAGE)





3.

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2024

Le service de la dette publique assuré en 2024 s’est établi à 1463,8 milliards de francs CFA contre 1680,2 milliards de francs CFA prévus, soit un taux de réalisation de 87,1%. Ce résultat illustre la détermination du gouvernement à respecter ses engagements en matière de remboursement de la dette publique. Ledit service comprend 758,0 milliards de francs CFA de dette extérieure et 705,8 milliards de francs CFA de dette intérieure. Comparativement à la période antérieure, ce service régresse de 4,6%.

A fin 2024, les règlements de la dette publique se sont fixés à 1290,6 milliards de francs CFA et se composent de 584,7 milliards de francs CFA de paiements extérieurs et 705,8 milliards de francs CFA de paiements intérieurs.

Le volume des arriérés constatés à fin 2024 s’établit à 173,3 milliards de francs CFA et est dû exclusivement aux créanciers extérieurs.

TABLEAU N°6 :		SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2024 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)		
Dette Extérieure		558,8	199,1	758,0
Dette Bilatérale		80,5	22,4	102,9
Dette Multilatérale		235,2	57,3	292,5
Dette Commerciale		44,4	14,9	59,4
Marché Financier International		198,7	104,5	303,2
Dette Intérieure		514,4	191,5	705,8
Bancaire		71,6	24,4	96,0
Moratoire		20,2	0,0	20,2
Marché Financier Régional		422,6	167,1	589,6
Total Service de la Dette Publique		1 073,2	390,6	1 463,8

3.1.

Service de la dette publique extérieure en 2024

Le service de la dette publique extérieure réalisé en 2024 se chiffre à 758,0 milliards de francs contre 801,9 milliards de francs CFA en 2023. Par ailleurs, le service de la dette extérieure est constitué de 558,8 milliards de FCA de principal et de 199,1 milliards de francs CFA d’intérêts et concentre 51,8% du montant total du service.

Le service de la dette au bénéfice des créanciers bilatéraux s’est situé à 102,9 milliards de francs CFA contre 97,4 milliards de francs CFA en 2023, soit une hausse de 5,7%. Cette augmentation se justifie par la hausse du service envers les créanciers chinois, français et canadiens. En outre, ce service représente 13,6% du service extérieur.

Le service de la dette multilatérale croît de 41,5% entre 2023 et 2024 pour s'établir à 292,5 milliards de francs CFA. Ce résultat s'explique par la hausse du service envers le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Mondiale (BIRD) et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA). Par ailleurs, ce service représente 38,6% du total du service extérieur.

Le service de la dette commerciale réalisé en 2024 s'est établi à 59,4 milliards de francs CFA et régresse de 23,6% par rapport à l'année précédente. Cette diminution provient principalement de la baisse du service des créanciers français, chinois, autrichiens et égyptiens. Ledit service concentre 7,8% du service extérieur.

Le service envers le marché financier international s'établit à 303,2 milliards de francs CFA et absorbe 40,0% du montant total du service extérieur. Ce service décroît de 27,9% par rapport à l'année antérieure.

3.1.1.

Remboursement de la dette publique extérieure en 2024

Afin 2024, les règlements extérieurs en capital se sont établis à 424,9 milliards de francs CFA contre 515,6 milliards de francs CFA en 2023, soit un recul de 17,6%. Ces paiements comprennent 49,6% de prêts multilatéraux, 46,8% de dettes envers le marché financier international, 3,0% de dette bilatérale et de 0,7% de dette commerciale.

Les paiements réalisés au titre de la dette bilatérale se sont chiffrés à 12,6 milliards de francs CFA. Lesdits paiements ont été exclusivement réalisés au profit de l'Agence Française de Développement et de la Banque de Chine pour respectivement 83,6% et 16,4% du montant total des remboursements bilatéraux.

Les paiements de la dette multilatérale se situent à 210,6 milliards de francs CFA. Ils ont été réalisés au profit du Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Africaine de Développement (BAD), la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et la Banque Islamique de Développement (BID) pour respectivement 67,0%, 20,9%, 8,2% et 3,8% du total des règlements multilatéraux.

Les remboursements en principal au titre de la dette commerciale se situent à 3,1 milliards de francs CFA et sont majoritairement effectués auprès de Santander, les cabinets d'avocats Watson Farley et Alevina pour respectivement 97,1%, 1,7%, et 1,2% du montant total des paiements commerciaux.

Les règlements de la dette envers le marché financier international se sont chiffrés à 198,7 milliards de francs CFA.

3.1.2.

Paiements d'intérêts de la dette publique extérieure en 2024

Le montant des paiements des intérêts de la dette extérieure se chiffre à 159,8 milliards de francs CFA. Ces paiements enregistrent une augmentation de 2,6% par rapport à l'année précédente. Les intérêts de la dette extérieure ont été réglés à hauteur de 65,4% au compte du marché financier international, de 29,7% du paiement de la dette multilatérale, de 3,6% au titre de la dette bilatérale et de 1,4% pour la dette commerciale.

Pour le compte des créanciers bilatéraux, les intérêts payés se chiffrent à 5,7 milliards de francs CFA. Ces faibles paiements ont été majoritairement effectués au profit de l'Agence Française de Développement pour 99,9% du total des intérêts bilatéraux. Comparativement à l'année antérieure, ils baissent de 43,6%.

Les charges financières de la dette multilatérale s'établissent 47,4 milliards de francs CFA. Cette performance en matière de règlements des intérêts de la dette multilatérale résulte principalement des paiements auprès de la Banque Africaine de Développement (BAD), du Fonds Monétaire International (FMI), de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et de la Banque Islamique de Développement (BID) pour respectivement 58,3%, 24,4%, 10,8% et 6,3% du total des charges de la dette multilatérale. En comparaison à l'année dernière, ces paiements augmentent de 31,9%.

Les paiements des charges financières de la dette commerciale s'établissent à 2,2 milliards de francs CFA. Ce faible niveau de réalisation des intérêts de la dette a été exécuté au profit de la banque espagnole Santander et de la Deutsche-Bank pour respectivement 60,0% et 39,5% du total de la charge financière commerciale. Ces règlements baissent de 24,7% par rapport à l'année 2023.

Les intérêts payés envers le marché financier international se sont établis à 104,5 milliards de francs CFA. Ces niveaux de règlements élevés ont été effectués au profit des porteurs de bons extérieurs. Par ailleurs, ces paiements connaissent un recul de 2,2 % comparativement à l'année antérieure.

3.1.3.

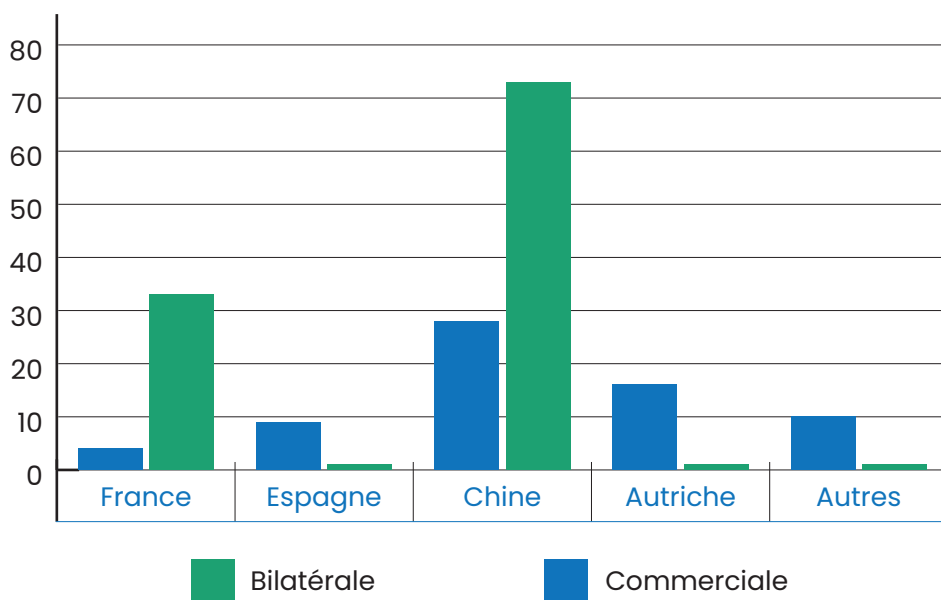
Service de la dette publique extérieure par pays en 2024

Le service de la dette publique par pays à fin 2024, a été exclusivement constaté auprès des créanciers bilatéraux et commerciaux à hauteur de 161,0 milliards de francs CFA. Ce service concerne dix (10) pays à savoir la Chine, la France, l'Égypte, l'Autriche, l'Espagne, le Canada, le Maroc, la Grande Bretagne, l'Allemagne et Israël.

La France, l'Autriche, l'Espagne et la Chine englobent 153,8 milliards de francs CFA contre 171,0 milliards de francs CFA en 2023. Ces différents pays restent les principaux partenaires du Gabon avec 95,5% du total du service bilatéral et commercial. Ainsi, la France concentre 20,9% de ce service, la Chine 61,1%, l'Égypte 4,7% et l'Autriche 8,8%. Les 4,5% restants se répartissent entre le Canada, l'Égypte, Israël, le Maroc, la Grande Bretagne et l'Allemagne.

GRAPHIQUE
N° 8 :

SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE
PAR PAYS EN 2024 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



3.1.4.

Service de la dette publique extérieure par monnaies en 2024

En 2024, le service de la dette publique extérieure est réparti entre six (6) monnaies à savoir l'Euro (EUR), le Dollar américain (USD), le Dinar Islamique (IDI), le Yuan Renminbi (CNY), les Droits de Tirages Spéciaux (DTS) et le Franc CFA (XAF). Le service en Euro et en Dollar absorbe 92,8%, soit respectivement 28,4% et 64,4% du montant total du service extérieur par monnaies. Les devises restantes concentrent 7,2% de ce service. Par ailleurs, le XAF représente 2,0% du total du service de la dette extérieure.

3.2.

Service de la dette publique intérieure en 2024

En 2024, le service de la dette publique intérieure constaté s'est situé à 705,8 milliards de francs CFA. Ce service comprend 514,4 milliards de francs CFA d'amortissement et 191,5 milliards de francs CFA de charges financières et concentre 48,2% du service total. Par ailleurs, ce service est en diminution de 3,7% par rapport à l'année antérieure.

Le service de la dette bancaire a été exécuté à hauteur de 96,0 milliards de francs CFA. Cette situation résulte des faibles niveaux de paiements enregistré auprès de la Banque Gabonaise et Française Internationale (BGFI). Ce service représente 13,6% du service intérieur total et connaît une régression de 17,8% par rapport à l'année précédente.

Le service sur la dette moratoire s'élève à 20,2

milliards de francs CFA et absorbe 2,9% du service total intérieur. Ce résultat provient des paiements appréciables effectués auprès des différents prestataires de l'Etat conformément aux conclusions de la Task Force sur la dette intérieure. Comparativement à 2023, ce service est en recul de 84,8%.

S'agissant du service de la dette envers le marché financier régional, il s'établit à 589,6 milliards de francs CFA et enregistre une hausse de 22,0% par rapport à son niveau de l'exercice précédent. Cette situation se justifie par le dépassement des paiements au titre des intérêts et le remboursement en totalité du capital prévu. Ledit service englobe 83,5% du service total intérieur.

3.2.1.

Remboursement de la dette publique intérieure en 2024

Les paiements en principal pour le compte de la dette intérieure s'établissent à 514,4 milliards de francs CFA et régressent de 10,4% par rapport à l'année 2023. Ces règlements en principal se composent de 82,2% de paiements sur le marché financier régional, de 13,9% de paiement de dette bancaire et de 3,9% de paiement de dette moratoire.

Le principal payé au profit des banques locales s'est établi à 71,6 milliards de francs CFA. Ce niveau de règlements a été exécuté exclusivement auprès de la Banque Gabonaise et Française Internationale (BGFI) et de l'Atlantic Financial Group Bank (BICIG) pour respectivement 83,8% et 16,2% du total des paiements intérieurs. Comparativement

à l'année précédente, ces règlements sont en baisse de 20,3 %.

Les paiements en principal au titre de la dette moratorisée se sont chiffrés à 20,2 milliards de francs CFA contre 132,9 milliards de francs CFA l'année précédente soit une baisse de 84,8%. Ces règlements ont été effectués en faveur des fournisseurs et prestataires de l'Etat.

Le principal payé au bénéfice du marché financier régional s'est situé à 422,6 milliards de francs CFA contre 351,1 milliards de francs CFA l'année précédente, soit une hausse de 20,4%. Ces niveaux de règlements élevés ont été effectués au profit des porteurs de bons intérieurs.

3.2.2.

Paiements des intérêts de la dette publique intérieure en 2024

Les règlements des charges financières la dette intérieure se sont fixés à 191,5 milliards de francs CFA. Ces paiements sont constitués de 12,7% de règlements bancaires et de 87,3% de règlements envers le marché financier régional. Comparativement à l'année précédente, les charges financières de la dette intérieure augmentent de 20,3%.

Les paiements des intérêts dus aux banques locales se sont situés à 24,4 milliards de francs CFA. Ce niveau de règlement appréciable a été réalisé au profit de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) et de BGFI respectivement à hauteur de 6,8% et 46,6% du montant total des paiements des intérêts

intérieurs. Ces derniers sont en régression de 9,4% comparé à l'année précédente.

Le montant des règlements des intérêts dus au marché financier régional s'est chiffré à 167,1 milliards de francs de CFA. Comparé à l'année 2023, le montant des paiements des charges financières de la dette intérieure croît de 26,4%. Cette performance résulte de la hausse du service réalisé au titre des Obligations du Trésor Assimilables (OTA) et des Obligations du Trésor (OT) pour respectivement 17,7% et 82,3% du total des règlements intérieurs.



4.

ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2024

A fin 2024, le stock de la dette publique s'établit à 7133,2 milliards de francs CFA contre 7081,0 milliards de francs CFA en 2023. Il s'est accru de 0,7% par rapport à l'année précédente. Cette hausse est imputable à l'accroissement des engagements nets et des taux de change entre les deux années. Ce stock comprend 4168,4 milliards de francs CFA de dette extérieure et 2964,8 milliards de francs CFA de dette intérieure.

TABLEAU
N° 7 :

ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE
DETTE A FIN 2024 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

	Montant
Dette Extérieure	4 168,4
Dette Bilatérale	823,1
Dette Multilatérale	1 746,7
Dette Commerciale	206,0
Marché Financier International	1 392,6
Dette Intérieure	2 964,8
Bancaire	699,2
Moratoires	53,6
Marché Financier Régional	2 212,0
Total Encours de la Dette Publique	7 133,2

4.1.

Encours de la dette publique par source de dette à fin 2024

4.1.1.

Encours de la dette publique extérieure à fin 2024

Se fixant à 4168,4 milliards de francs CFA en 2024, le stock de la dette publique extérieure concentre 58,4% du montant total de l'encours. Ce stock baisse de 4,3% par rapport à son niveau de l'année 2023 en raison de la diminution des engagements nets.

L'encours de la dette bilatérale se chiffre à 823,1 milliards de francs CFA et représente 19,7% du total de l'encours extérieur. Ce dernier croît de 4,5% par rapport à l'année 2023 suite à l'augmentation des engagements nets.

Le stock de la dette multilatérale se situe à 1746,7 milliards de francs CFA et absorbe 41,9% du total de l'encours extérieur. Il régresse de 5,8% suite aux remboursements importants effectués auprès des créanciers

multilatéraux.

D'un montant de 206,0 milliards de francs CFA, l'encours de la dette commerciale concentre 4,9% du total de la dette extérieure et enregistre une hausse de 5,7% par rapport à son niveau de 2023. Cette augmentation provient du niveau important des engagements nets.

Sur le marché financier international, le stock de la dette se fixe à 1392,6 milliards de francs CFA en 2024 et représente 33,4% du montant total de la dette extérieure. Comparativement à l'année précédente, ce stock est en régression de 8,2%. Cette diminution découle du paiement partiel anticipé de l'Eurobond arrivant à échéance en juin 2025.

4.1.2.

Encours de la dette publique intérieure à fin 2024

L'encours de la dette publique intérieure s'établit à 2964,8 milliards de francs CFA et englobe 41,6% du total de l'encours. Il augmente de 8,7% par rapport à l'année 2023 en raison de l'accroissement des engagements nets sur le marché financier.

En 2024, le montant de l'encours de la dette bancaire s'élève à 699,2 milliards de francs CFA et représente 23,6% du total de l'encours intérieur. Il recule de 2,3% par rapport à son niveau de l'année 2023. Cette situation résulte de la hausse des remboursements effectués auprès des banques locales.

Le stock de la dette moratoire se chiffre à 53,6 milliards de francs CFA. Il absorbe 1,8% du montant total de l'encours intérieur et enregistre une diminution de 27,3% comparativement à l'exercice précédent. Ce résultat se justifie par la baisse des engagements nets.

L'encours de la dette envers le marché financier régional se situe à 2212,0 milliards de francs CFA, ce qui correspond à 74,6% du montant global intérieur. Comparativement à l'année antérieure, il augmente de 14,2% suite à une forte sollicitation du marché financier régional.

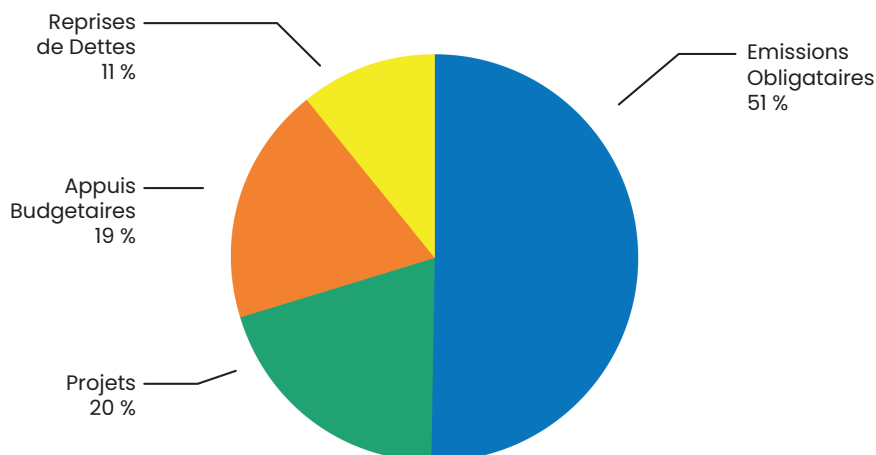
4.2.

Encours de la dette publique par affectations à fin 2024

L'encours de la dette par affectations se compose de l'encours par projets et hors projets pour respectivement 20,0% et 80,0% du total de l'encours. Comparativement à l'année précédente, ils augmentent de 0,5% et 0,8%.

GRAPHIQUE
N° 9 :

ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTATION A
FIN 2024 (EN POURCENTAGE)



4.2.1.

Encours de la dette publique par projets à fin 2024

En 2024, l'encours de la dette publique par projets s'établit à 1429,5 milliards de francs CFA et comprend 60 projets regroupés en 11 secteurs d'activités.

Le stock de la dette publique relatif aux secteurs de soutien à la production s'établit à 919,9 milliards de francs CFA et représente 64,4% de l'ensemble de la dette par projets. Il concerne les secteurs de la Route, de l'Eau et de l'Electricité, de l'Agriculture, Elevage et Pêche, des Bâtiments et Travaux Publics (BTP), et des Transports. Comparativement à 2023, cet encours augmente de 12,6% suite à la hausse des financements de ces secteurs.

Le secteur de la route englobe 507,6 milliards de francs CFA avec neuf (09) projets dont les plus significatifs sont la Route Port-Gentil Omboué et le pont sur l'Ogooué à Boué, l'élargissement de la route nationale 1 PK5- PK12, le programme routier Phase 1, le réaménagement de la Transgabonaise, la route Ndjolé Médoumane, la route Ovan Makokou et la route Koumameyong Ovan. Ces derniers concentrent respectivement 59,3% ; 7,7% ; 6,5% ; 6,0% ; 5,5% ; 5,4% et 3,7% du total du secteur routier.

Le secteur de l'eau et de l'électricité a bénéficié de 253,3 milliards de francs CFA et a regroupé sept (07) projets dont les plus importants sont le barrage Grand Poubara, le transport de l'énergie électrique, le programme d'alimentation en eau et l'accès aux services de base en zone rurale, pour respectivement 28,7% ; 25,1%, 21,2% et 11,7% du montant total du secteur de l'eau et de l'électricité.

Le montant dédié au secteur des bâtiments et des travaux publics (BTP) totalise 113,3 milliards de francs CFA et comporte dix (10) projets. Les plus significatifs concernent les projets de construction, l'assainissement du bassin versant de Terre Nouvelle, la conception

et réalisation des travaux d'aménagement des conditions de circulation dans la ville de Libreville, l'aménagement des bassins versants et le projet de développement des infrastructures avec respectivement 20,6% ; 18,6% ; 16,0% ; 14,2% et 2,8% du total dudit secteur.

Chiffré à 17,1 milliards de francs CFA, le secteur de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage contient cinq (5) projets dont les plus significatifs sont relatifs au Projet Appui au programme graine, au projet de développement agricole, au projet de développement agricole rural et au projet pêche, agriculture et élevage. Ces derniers concentrent respectivement 55,2% ; 20,3% ; 18,4% et 4,4% du total de l'encours de ce secteur.

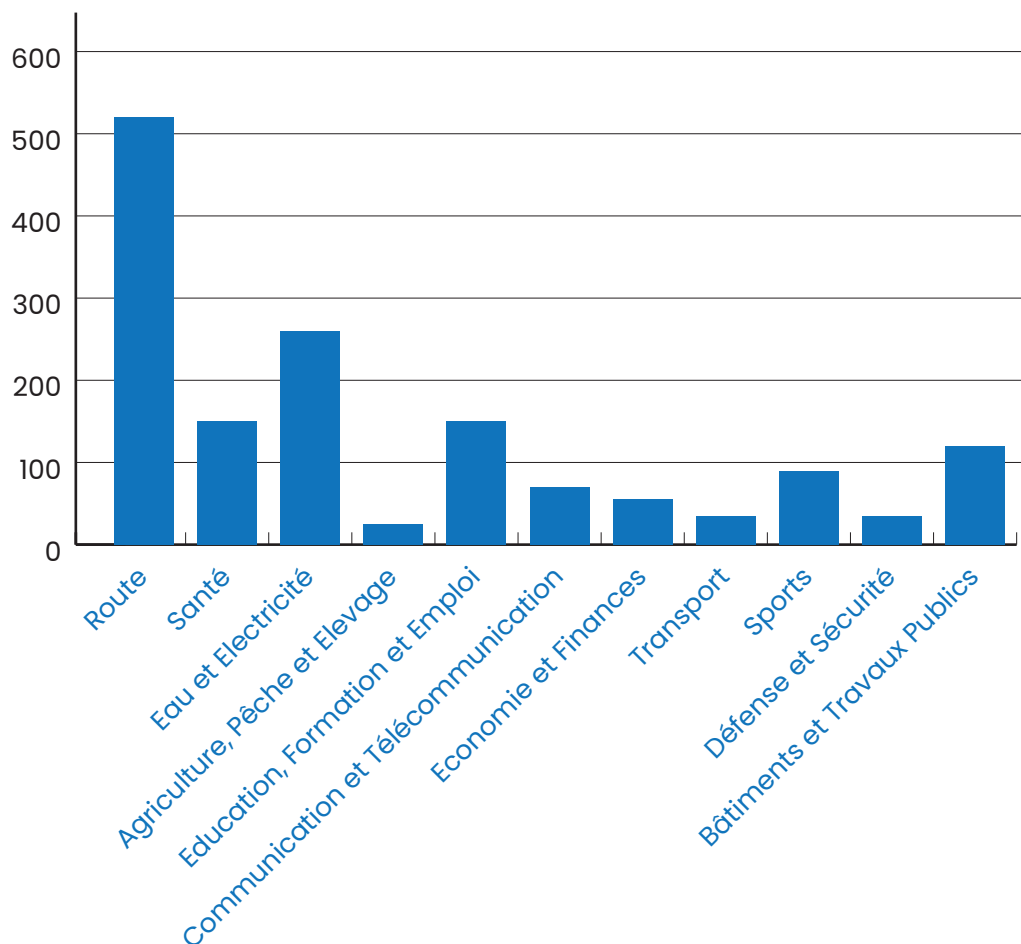
Le secteur des transports pour sa part englobe 28,6 milliards de francs CFA et concerne uniquement le projet de réhabilitation du Transgabonais.

Le stock de la dette publique par projets à caractère social se situe à 284,1 milliards de francs CFA, soit 19,9% du montant total de l'encours par projets et concerne les secteurs de la Santé et de l'Education, de la Formation et de l'Emploi avec respectivement 139,3 milliards de francs CFA et 144,8 milliards de francs CFA. Ce stock est en baisse de 0,9% par rapport à son niveau de 2023 suite à la diminution des financements des projets du secteur de l'Education, la Formation et l'Emploi.

Les quatre (04) secteurs restants englobent 225,5 milliards de francs CFA répartis en dix-sept (17) projets. Cet encours est en régression de 29,3% par rapport à l'année 2023 et concentre 15,8% du montant total de l'encours par projets.

**GRAPHIQUE
N° 10 :**

ENCOURS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2024
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



4.2.2.

4.2.2 Encours de la dette publique hors projets à fin 2024

Le stock de la dette hors projets se fixe à 5703,6 milliards de francs CFA et comprend 3604,6 milliards de francs CFA d'émissions obligataires, 1346,2 milliards de francs CFA d'appuis budgétaires et 752,8 milliards de francs CFA de reprises des passifs, soit respectivement 63,2%, 23,6 % et 13,2% de l'encours total hors projets.

Les émissions obligataires des marchés financiers international et régional progressent de 4,4 % par rapport à leur niveau de l'année antérieure. Le marché financier international se compose des Eurobonds à échéances 2025 et 2031 et du Bluebond à échéance 2038. Le marché financier régional quant à lui, comprend les obligations du Trésor assimilables (OTA) et les obligations du Trésor (OT).

Les reprises de dette sont constituées des dettes moratoires et bancaires. Elles enregistrent une baisse de 6,8% par rapport à leur niveau de l'exercice précédent. Pour ce qui est du montant des appuis budgétaires, il décroît de 3,6% par rapport à l'année 2023.

4.3.

Encours de la dette publique par monnaies à fin 2024

L'encours de la dette publique par monnaies est constitué de 5052,1 milliards de francs CFA d'emprunts à taux de change fixe et 2081,1 milliards de francs CFA à taux de change variable, soit respectivement 70,8% et 29,2%. Comparativement à l'année antérieure, l'encours de la dette à taux de change fixe progresse de 2,5% et celui de la dette à taux de change flottant diminue de 3,2%.

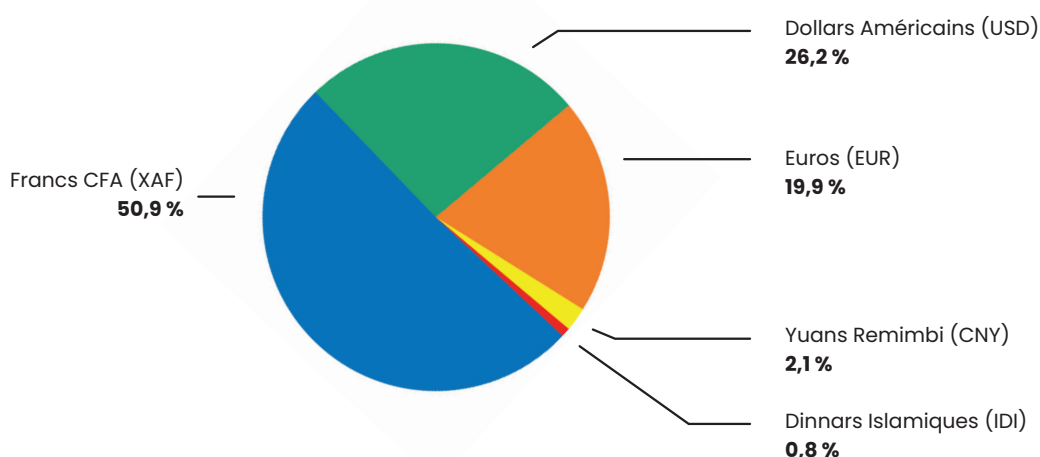
Le stock de la dette à taux de change fixe comprend 3631,5 milliards de francs CFA de dette en monnaie locale et 1420,6 milliards de francs CFA en Euro avec respectivement 50,9% et 19,9% du total de l'encours par monnaies. Ainsi, le Franc CFA reste la principale monnaie dans le portefeuille de la dette.

L'encours de la dette à taux de change variable se compose de 1870,6 milliards de francs CFA de dette en Dollar américain, 151,0 milliards de francs CFA de dettes en Yuan Renminbi et de 59,2 milliards de francs CFA de dettes en Dinar Islamique. Ces monnaies concentrent respectivement 26,2%, 2,1%, et 0,8% du total de l'encours. Les autres monnaies à taux de change flottant absorbent 200 millions de francs CFA.

Globalement, le portefeuille de la dette publique reste vulnérable aux fluctuations du Dollar Américain. Toutefois, cette exposition est atténuée par le poids relativement important de l'Euro et du Franc CFA.

GRAPHIQUE
N° 11 :

ENCOURS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2024
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)



4.4.

Termes moyens de l'encours à fin 2024

Au terme de l'année 2024, les termes moyens du portefeuille de la dette publique se sont fixés à 6,8 ans pour la maturité, 0,7 an pour le différé et 4,8% pour le taux d'intérêt. Comparativement à l'année précédente, ces termes connaissent une légère dépréciation de 0,8 an pour la maturité et le différé et de 0,2 point de pourcentage pour le taux d'intérêt.

Les termes moyens de l'encours extérieur se sont situés respectivement à 9,3 ans pour la durée, 0,3 an pour le délai de grâce et 4,3% pour le taux d'intérêt. En comparaison à l'année 2023, la maturité et le différé moyens se dégradent de 0,7 an et 1,2 an, tandis que le taux d'intérêt s'améliore de 0,4 point de pourcentage.

Pour ce qui est des termes moyens de l'encours intérieurs, ils ressortent avec 3,1 ans pour la maturité, 1,2 an pour le différé et 5,5% pour le taux d'intérêt. Par rapport à l'année précédente, ces termes enregistrent une légère dépréciation de 0,4 an pour la durée de remboursement, 0,1 an pour le délai de grâce et de 0,9 point de pourcentage pour le taux d'intérêt.

**TABEAU
N° 8 :**

**TERMES MOYENS DE L'ENCOURS DE LA DETTE
PUBLIQUE A FIN 2024**

	Maturité en Années	Différé en années	Taux d'intérêt %
Dette Extérieure	9,3	0,3	4,3
Dette Bilatérale	9,0	0,1	2,4
Dette Multilatérale	11,8	0,1	2,8
Dette Commerciale	4,8	0,2	5,8
Marché Financier International	7,2	0,8	7,1
Dette Intérieure	3,1	1,2	5,5
Dette Bancaire	5,4	0,0	4,2
Dette Moratoire	1,0	0,0	0,0
Marché Financier Régional	2,4	1,5	6,1
Ensemble	6,8	0,7	4,8



5.

INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2024

Le taux d'endettement, la pression du service et le ratio des intérêts sur les recettes budgétaires constituent les principaux indicateurs d'analyse d'endettement public.

**TABLEAU
N° 9 :**

INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2024
(EN POURCENTAGE)

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Encours/PIB	55,7	56,5	0,8
Service/Recettes budgétaires	56,6	49,7	-6,9
Intérêts/Recettes budgétaires	12,2	13,3	1,0

5.1. Taux d'endettement public en 2024

A fin 2024, le taux d'endettement public s'est établi à 56,5% pour une prévision de 55,7%. Ce dernier connaît une légère hausse de 0,8 point de pourcentage du PIB par rapport à la prévision en raison de la progression plus rapide de l'encours.

Par ailleurs, le taux d'endettement enregistre un recul de 1,7 point de pourcentage du PIB comparativement à son niveau de l'année antérieure où il était de 58,2%. Le rythme de progression de l'endettement est sur une trajectoire favorable en raison de l'embellie de l'activité économique.

5.2. Pression du service et charge des intérêts de la dette publique en 2024

La pression du service de la dette en 2024 s'est située à 49,7% contre une prévision de 56,6%. Comparativement à l'année précédente, ce ratio est en régression de 2,0 points de pourcentage du fait de la baisse moins proportionnelle des recettes budgétaires par rapport au niveau du service.

Fixées à 13,3%, les charges financières rapportées aux recettes budgétaires connaissent une hausse de 1,0 point de pourcentage par rapport à la prévision qui se situe à 12,2%. Comparé à l'année précédente, ce ratio est en augmentation suite à l'évolution plus rapide des intérêts par rapport aux recettes budgétaires.

En somme, les indicateurs d'endettement enregistrent une évolution contrastée. En effet, le taux d'endettement et la pression du service de la dette s'améliorent, tandis que le ratio des charges financières se détériore. Ils demeurent au-dessus des seuils nationaux arrêtés à 35,0% pour le taux d'endettement, 25,0% pour la pression du service et 10,0% pour le ratio des intérêts de la dette sur les recettes budgétaires.



CONCLUSION

La mise en œuvre de la stratégie d'endettement à fin 2024 a nécessité un recours important à l'emprunt, afin de mener à terme les projets en cours et de poursuivre ceux initiés par les autorités de la Transition. Malgré la charge considérable du service de la dette héritée, le Gouvernement souhaite maintenir un niveau d'emprunt favorable à une croissance économique positive, qui stimule la création d'emplois.

Les conventions signées en 2024, se sont établies à 807,3 milliards de francs CFA pour une prévision de 1147,9 milliards de francs CFA arrêtée dans la loi de finances, soit un taux de réalisation de 70,3%. Ces ressources ont été affectées à hauteur de 6,8% pour les prêts projets et 93,2% pour les opérations d'équilibre budgétaire. Les termes moyens des nouveaux emprunts se sont situés à 4,4 ans pour la maturité, 1,6 an pour le délai de grâce et 6,2% pour le taux d'intérêt. En outre, l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque du taux de change demeure atténuée en raison de la part importante des monnaies à change fixe, soit 93,2 % de l'ensemble des nouvelles signatures. Aussi, les nouvelles conventions signées à taux d'intérêt fixe demeurent-elles prépondérantes.

Les décaissements extérieurs et intérieurs se sont situés à 848,1 milliards de francs CFA et sont composés de 11,2% de financements extérieurs et de 88,8% de tirages intérieurs. En comparaison à l'année précédente, les tirages sur financements extérieurs et intérieurs connaissent une baisse respectivement de 78,7% et de 7,5% du fait de la décroissance de l'ensemble des catégories extérieures et du marché financier régional. Par ailleurs, ils ont été orientés à hauteur de 9,4% aux prêts projets et de 90,6% pour l'équilibre budgétaire.

Le service de la dette publique en 2024 s'est établi à 1463,8 milliards de francs CFA avec 1073,2 milliards de francs CFA au titre du principal et 390,6 milliards de francs CFA d'intérêts. Ledit service comprend 758,0 milliards de francs CFA de dette extérieure et 705,8 milliards de francs CFA de dette intérieure. Comparativement à la période antérieure, ce service régresse de 4,6%. Les règlements de la dette publique se

sont fixés à 1290,6 milliards de francs CFA et se composent de 584,7 milliards de francs CFA de paiements extérieurs et 705,8 milliards de francs CFA de paiements intérieurs. Le volume des arriérés constaté s'établit à 173,3 milliards de francs CFA et est dû exclusivement aux créanciers extérieurs.

A fin 2024, le stock de la dette publique s'établit à 7133,2 milliards de francs CFA. Ce stock comprend 4168,4 milliards de francs CFA de dette extérieure et 2964,8 milliards de francs CFA de dette intérieure. Il s'est accru de 0,7% par rapport à l'année précédente du fait de l'augmentation de l'encours envers les créanciers bilatéraux, commerciaux et ceux du marché financier régional. L'encours de la dette publique par monnaies est constitué de 5052,1 milliards de francs CFA d'emprunts à taux de change fixe et 2081,1 milliards de francs CFA à taux de change variable, soit respectivement 70,8% et 29,2%. Aussi, l'encours de la dette à taux de change variable se compose-t-il de 1870,6 milliards de francs CFA de dette en Dollar américain qui concentre 26,2% du total de l'encours, ce qui exposerait le portefeuille aux fluctuations de cette monnaie. Les termes moyens du portefeuille de la dette publique se sont fixés à 6,8 ans pour la maturité, 0,7 an pour le différé et 4,8% pour le taux d'intérêt.

En définitive, si les indicateurs d'endettement pour l'année 2024 sont au-dessus des seuils nationaux et communautaires, néanmoins le taux d'endettement du périmètre de la dette publique conventionnée géré par la DGD demeure en-dessous du seuil communautaire établi à 70%.

Compte tenu de la situation économique mondiale affectée par la persistance des conflits et des changements politiques au niveau national, il serait prudent de poursuivre les efforts permettant de ramener ces ratios aux niveau seuils stratégiques. Cela pourrait inclure, parmi d'autres mesures, le renforcement des mécanismes de recouvrement et l'élargissement de l'assiette fiscale, ainsi que la poursuite de la politique d'emprunt via des prêts semi-concessionnels.



ANNEXES

TABLEAU N° 10 :

NOUVEAUX ENGAGEMENTS PAR TYPES DE TAUX DE 2019 A 2023
(EN POURCENTAGE)

Taux Intérêts	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 19-23
Fixe	55,6	85,1	97,2	98,8	100,0	87,4
Variable	44,4	14,9	2,8	1,2	0,0	12,6
Taux Change	2019	2020	2021	2022	2023	Moyenne 19-23
Fixe	100,0	50,3	61,6	100,0	100,0	82,4
Variable	0,0	49,7	38,4	0,0	0,0	17,6

TABLEAU N° 11 :

NOUVEAUX EMPRUNTS 2019-2023 PAR SECTEURS
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

	Montant
Route	90,3
Santé	93,1
Eau	77,0
Electricité	0,0
Agriculture, Pêche et Élevage	3,6
Éducation et Formation Professionnelle	0,0
Communication et Télécommunication	36,9
Économie et Finances	4 127,7
Ports et Aéroports	0,0
Transport	31,1
Habitat et Logement	0,0
Sports	0,0
Défense et Sécurité	0,0
Forêt et Environnement	0,0
Mines	0,0
Bâtiments et Travaux Publics (BTP)	122,9
Total Nouveaux Emprunts	4 582,6

TABLEAU N° 12 :

SERVICE DE LA DETTE PAR CATEGORIES DE DETTE DE 2019 A 2023
 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

	2019	2020	2021	2022	2023	Total	Moyenne
Dette Extérieure	405,9	834,1	734,2	404,1	801,9	3 180,2	636,0
Principal	264,3	662,6	563,8	235,4	615,4	2 341,5	468,3
Intérêts	141,6	171,5	170,4	168,7	186,6	838,8	167,8
Dette Bilatérale	62,5	68,8	83,8	99,7	97,4	412,2	82,4
Principal	44,4	50,0	66,0	78,5	76,8	315,7	63,1
Intérêts	18,1	18,8	17,8	21,2	20,6	96,5	19,3
dont Club de Paris	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	5,1	1,0
Principal	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,0	1,0
Intérêts	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Dette Multilatérale	139,9	115,3	90,5	105,8	206,7	658,1	131,6
Principal	114,1	86,5	62,7	75,9	160,6	499,8	100,0
Intérêts	25,7	28,7	27,8	29,9	46,1	158,2	31,6
Dette Commerciale	119,5	88,1	63,9	74,2	77,7	423,4	84,7
Principal	105,7	79,7	57,4	65,5	64,7	373,0	74,6
Intérêts	13,8	8,4	6,5	8,7	13,1	50,4	10,1
Marché Financier International	84,0	562,0	496,0	124,4	420,2	1 686,6	337,3
Principal	0,0	446,4	377,7	15,5	313,4	1 153,0	230,6
Intérêts	84,0	115,6	118,3	108,9	106,8	533,6	106,7
Dette Intérieure	326,3	417,0	508,5	649,6	733,0	2 634,3	526,9
Principal	260,0	305,8	389,1	508,7	573,8	2 037,4	407,5
Intérêts	66,3	111,2	119,4	140,8	159,2	596,9	119,4
Bancaire	122,7	136,5	90,0	124,0	116,8	589,9	118,0
Principal	95,2	96,3	58,2	87,1	89,9	426,7	85,3
Intérêts	27,5	40,2	31,8	36,8	27,0	163,3	32,7
Divers	5,0	3,5	0,0	0,0	0,0	8,5	1,7
Principal	5,0	3,5	0,0	0,0	0,0	8,5	1,7
Intérêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Moratoires	60,0	53,1	174,2	173,1	132,9	593,3	118,7
Principal	45,5	50,0	174,2	173,1	132,9	575,6	115,1
Intérêts	14,5	3,2	0,0	0,0	0,0	17,7	3,5
Marché Financier Régional	138,6	223,9	244,3	352,5	483,3	1 442,6	288,5
Principal	114,3	156,1	156,7	248,5	351,1	1 026,8	205,4
Intérêts	24,2	67,9	87,6	104,0	132,2	416,0	83,2
Total Service de la Dette Publique	732,2	1 251,1	1 242,7	1 053,7	1 534,9	5 814,5	1 162,9
Principal	524,3	968,4	952,9	744,1	1 189,2	4 378,9	875,8
Intérêts	207,9	282,7	289,8	309,5	345,7	1 435,6	287,1

TABLEAU N° 13 :

ENCOURS DE LA DETTE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2019 A 2023
 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

	2019	2020	2021	2022	2023
Dette Extérieure	3 875,9	4 052,4	4 238,8	4 523,9	4 354,6
Dette Bilatérale	872,8	841,4	841,6	845,4	787,9
dont Club de Paris	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette Multilatérale	1 399,9	1 627,8	1 686,2	1 908,5	1 854,9
Dette Commerciale	324,8	269,1	220,7	204,6	194,9
Marché Financier International	1 278,4	1 314,1	1 490,3	1 565,4	1 516,9
Dette Intérieure	1 470,9	2 212,5	2 567,4	2 607,8	2 726,4
Dette Bancaire	686,0	887,6	885,4	873,3	715,8
Dette Diverse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dette Moratoire	232,8	544,1	394,4	221,3	73,8
Marché Financier Régional	552,1	780,8	1 287,6	1 513,2	1 936,8
Total Dette Publique	5 346,8	6 264,9	6 806,2	7 131,7	7 081,0

TABLEAU N° 14 :

ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPES DE PRÊT DE
2019 A 2023 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

	2019	2020	2021	2022	2023
France	308,1	299,8	285,9	340,6	314,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	253,2	257,6	261,2	304,0	304,0
<i>Prêts commerciaux</i>	54,9	42,1	24,7	36,6	10,0
Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Etats-Unis	3,3	1,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	3,3	1,0	0,0	0,0	0,0
Grande Bretagne	7,4	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	7,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Chine	711,9	670,0	673,3	623,2	550,1
<i>Prêts gouvernementaux</i>	616,6	581,1	577,8	538,6	481,4
<i>Prêts commerciaux</i>	95,2	88,9	95,5	84,6	68,7
Espagne	29,7	29,2	26,6	22,8	50,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	29,7	29,2	26,6	22,8	50,6
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	3,0	2,6	2,7	2,8	2,5
<i>Prêts gouvernementaux</i>	3,0	2,6	2,7	2,8	2,5
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autriche	95,1	79,8	55,1	45,9	39,8
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	95,1	79,8	55,1	45,9	39,8
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Egypte	0,0	0,0	0,0	0,0	13,2
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	13,2
Israel	35,7	24,8	18,8	14,7	12,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	35,7	24,8	18,8	14,7	12,6
Koweït	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Corée du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Inde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Pays	3,5	3,2	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts gouvernementaux</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Prêts commerciaux</i>	3,5	3,2	0,0	0,0	0,0
Marché Financier International	1 278,4	1 314,1	1 490,3	1 565,4	1 516,9
Organismes multilatéraux	1 399,9	1 627,8	1 686,2	1 908,5	1 854,9
Total Dette Extérieure	3 744,0	3 875,9	4 052,4	4 238,9	4 354,6
<i>Prêts gouvernementaux</i>	804,6	872,8	841,4	841,7	787,9
<i>Prêts commerciaux</i>	471,4	324,8	269,1	220,7	194,9
Marché Financier International	1 252,8	1 278,4	1 314,1	1 490,3	1 516,9
Organismes multilatéraux	1 215,2	1 399,9	1 627,8	1 686,2	1 854,9

TABLEAU N° 15 :

DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2024
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

	Montant
Infrastructures	45,5
Autres	34,1
Total Décaissements sur Prêts Projets	79,6

TABLEAU N° 16 :

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIES EN 2024
(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

Monnaies	Imputations	Devises	Equivalent XAF
Euros	Principal	178,8	117 306,4
	Intérêt	80,1	54 804,1
	Total	258,9	172 110,5
Dollars US	Principal	424,0	267 838,3
	Intérêt	195,6	122 041,2
	Total	619,6	389 879,5
IDI	Principal	9,4	7 682,9
	Intérêt	3,5	3 500,1
	Total	12,9	11 183,0
CNY	Principal	191,4	16 683,0
	Intérêt	35,1	3 066,9
	Total	226,5	19 750,0
DTS	Principal	0,2	171,2
	Intérêt	0,0	11,0
	Total	0,2	182,2
CHF	Principal	0,0	0,5
	Intérêt	0,0	0,1
	Total	0,0	0,6
XAF	Principal	663 530,2	663 530,2
	Intérêt	207 174,5	207 174,5
	Total	870 704,8	870 704,8
Total Service de la Dette Publique			1 463 810,5

TABLEAU N° 17 :

ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A
FIN 2024 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

Fixe	5871,9
Variable	1 261,3
<i>Euribor-3 mois</i>	<i>33,7</i>
<i>Euribor-6 mois</i>	<i>1 135,5</i>
<i>Libor - 3 mois</i>	<i>0,0</i>
<i>Libor - 6 mois</i>	<i>92,1</i>
<i>Autres</i>	<i>0,0</i>
Total Encours de la Dette Publique	7 133,2

TABLEAU N° 18 :

ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTERET
A FIN 2024 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

Taux d'intérêts	Montant
≤ 0%	711,6
0,0 à 3%	1 313,5
3,0 à 6 %	2 004,7
6,0 à 10 %	3 103,3
Total Encours de la Dette Publique	7133,2

TABLEAU N° 19 :

ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN
2024 (EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

Période	Montant
0 à 2 ans	1 700,4
2,0 à 5 ans	1 137,1
5,0 à 10 ans	2 310,6
10,0 à 20ans	1 985,0
Plus de 20,0 ans	0,0
Total Encours de la Dette Publique	7 133,2

TABLEAU N° 20 :

ENCOURS PRÊTS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2024
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

	Montant
Route	507,6
Santé	139,3
Eau et Electricité	253,3
Agriculture, Pêche et Elevage	17,1
Education, Formation et Emploi	144,8
Communication et Télécommunication	62,6
Economie et Finances	50,9
Transport	28,6
Sports	83,0
Défense et Sécurité	29,0
Bâtiments et Travaux Publics	113,3
Total Encours	1 429,5

TABLEAU N° 21 :

ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTAIONS A FIN 2024
(EN MILLIARDS DE FRANCS CFA)

	Montant
Emissions Obligataires	3 604,6
Rééchelonnements	0,0
Appui Budgétaire	1 346,2
Reprises de Dettes	752,8
Projets	1 429,5
Total Encours de la Dette Publique	7 133,2

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N°1 :	TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2019 A 2023
TABLEAU N°2 :	DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS DE 2019 A 2023
TABLEAU N°3 :	NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2024
TABLEAU N°4 :	TERMES MOYENS DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS EN 2024
TABLEAU N°5 :	DECAISSEMENTS SUR FINANCEMENTS EXTERIEURS ET INTERIEURS EN 2024
TABLEAU N°6 :	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE EN 2024
TABLEAU N°7 :	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIES DE DETTE A FIN 2024
TABLEAU N°8 :	TERMES DE L'ENCOURS EN 2024
TABLEAU N°9 :	INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2024
TABLEAU N°10 :	NOUVEAUX ENGAGEMENTS PAR TYPES DE TAUX DE 2019 A 2023
TABLEAU N°11 :	NOUVEAUX ENGAGEMENTS PAR SECTEURS DE 2019 A 2023
TABLEAU N°12 :	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2019 A 2023
TABLEAU N°13 :	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR CATEGORIE DE DETTE DE 2019 A 2023
TABLEAU N°14 :	ENCOURS DE LA DETTE EXTERIEURE PAR PAYS ET TYPE DE PRÊT DE 2019 A 2023
TABLEAU N°15 :	DECAISSEMENTS SUR PRETS PROJETS EN 2024
TABLEAU N°16 :	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MONNAIE EN 2024
TABLEAU N°17 :	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR TYPE DE TAUX D'INTERET A FIN 2024
TABLEAU N°18 :	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR NIVEAU DE TAUX D'INTÉRÊT A FIN 2024
TABLEAU N°19 :	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR MATURITE RESTANTE A FIN 2024
TABLEAU N°20 :	ENCOURS PRETS PROJETS PAR SECTEURS A FIN 2024
TABLEAU N°21 :	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PAR AFFECTAIONS 2024

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N°1 :	EVOLUTION DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE 2019 A 2023
GRAPHIQUE N°2 :	REPARTITION PAR CATEGORIES DES EMPRUNTS SIGNES DE 2019 A 2023
GRAPHIQUE N°3 :	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE DE 2019 A 2023
GRAPHIQUE N°4 :	SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE INTERIEURE DE 2019 A 2023
GRAPHIQUE N°5 :	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2019 A 2023
GRAPHIQUE N°6 :	DECAISSEMENTS PAR SECTEURS EN 2024
GRAPHIQUE N°7 :	DECAISSEMENTS PAR MONNAIES EN 2024
GRAPHIQUE N°8 :	SERVICE DE LA DETTE BILATERALE ET COMMERCIALE PAR PAYS EN 2024
GRAPHIQUE N°9 :	ENCOURS PAR AFFECTATIONS A FIN 2024
GRAPHIQUE N°10 :	ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE PROJETS PAR SECTEUR EN 2024
GRAPHIQUE N°11 :	ENCOURS PAR MONNAIES EN 2024

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT	2
SOMMAIRE	4
INTRODUCTION	5

1. RESUME DE L'EXECUTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE 2019 A 2023 6

1.1.	Evolution des nouveaux emprunts de 2019 à 2023	7
1.1.1.	Montant des nouveaux emprunts extérieurs et intérieurs de 2019 à 2023	7
1.1.2.	Affectation des nouveaux emprunts de 2019 à 2023	9
1.1.3.	Termes moyens des nouveaux emprunts de 2019 à 2023	10
1.2.	Evolution des décaissements de 2019 à 2023	11
1.2.1.	Les décaissements sur financements extérieurs de 2019 à 2023	11
1.2.2.	Les décaissements sur financements intérieurs de 2019 à 2023	12
1.3.	Evolution du service de la dette publique de 2019 à 2023	12
1.3.1.	Evolution du service de la dette publique extérieure de 2019 à 2023	12
1.3.2.	Evolution du service de la dette publique intérieure de 2019 à 2023	14
1.4.	Evolution de l'encours de la dette publique de 2019 à 2023	15
1.4.1.	Evolution de l'encours de la dette publique extérieure de 2019 à 2023	15
1.4.2.	Evolution de l'encours de la dette publique intérieure de 2019 à 2023	16
1.4.3.	Evolution des termes moyens de l'encours de la dette publique de 2019 à 2023	17
1.4.4.	Evolution de l'encours de la dette publique par monnaies de 2019 à 2023	17
1.5.	Evolution des indicateurs de viabilité de la dette publique de 2019 à 2023	18
1.5.1.	Evolution du taux d'endettement public de 2019 à 2023	18
1.5.2.	Evolution de la pression du service et des intérêts de la dette publique sur les recettes budgétaires de 2019 à 2023	18

2. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2023 19

2.1.	Nouveaux engagements et conditions d'emprunt en 2024	20
2.1.1.	Nouveaux engagements	20
2.1.1.1.	Montant des nouveaux engagements en 2024	21
2.1.1.2.	Répartition des nouveaux engagements en 2024	21
2.1.2.	Conditions d'emprunt en 2024	22
2.1.2.1.	Nouveaux engagements par type de monnaie en 2024	22
2.1.2.2.	Termes moyens des nouveaux engagements en 2024	22
2.1.2.3.	Couverture des risques du portefeuille des nouveaux engagements en 2024	23

2.2.	Décaissements sur financements extérieurs et intérieurs en 2024	24
2.2.1.	Décaissements sur financements extérieurs	24
2.2.2.	Décaissements sur financements intérieurs	25
2.2.3.	Affectation des décaissements en 2024	25
2.2.3.1.	Décaissements sur prêt-projets	26
2.2.3.2.	Décaissements sur emprunts d'équilibre	28
2.2.4.	Décaissements par type de monnaie en 2024	28

3. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE EN 2024 29

3.1.	Service de la dette publique extérieure en 2024	30
3.1.1.	Remboursement de la dette publique extérieure en 2024	31
3.1.2.	Paiements d'intérêts de la dette publique extérieure en 2024	32
3.1.3.	Service de la dette publique extérieure par pays en 2024	32
3.1.4.	Service de la dette publique extérieure par pays et monnaies en 2024	34
3.2.	Service de la dette publique intérieure en 2024	34
3.2.1.	Remboursement de la dette publique intérieure en 2024	35
3.2.2.	Paiements des intérêts de la dette publique intérieure en 2024	35

4. ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE A FIN 2024 36

4.1.	Encours de la dette publique par source de dette à fin 2024	37
4.1.1.	Encours de la dette publique extérieure à fin 2024	37
4.1.2.	Encours de la dette publique intérieure à fin 2024	38
4.2.	Encours de la dette publique par affectation à fin 2024	38
4.2.1.	Encours de la dette publique par projet à fin 2024	39
4.2.2.	Encours de la dette publique hors projets à fin 2024	40
4.3.	Encours de la dette publique par monnaie, maturité et taux d'intérêt à fin 2024	41
4.4.	Termes moyens de l'encours à fin 2024	42

5. INDICATEURS D'ENDETTEMENT PUBLIC EN 2024 43

5.1.	Taux d'endettement public en 2024	44
5.2.	Pression du service et charge des intérêts de la dette publique en 2024	44

CONCLUSION 45

ANNEXES 47

LISTE DES TABLEAUX 55

LISTE DES GRAPHIQUES 56



DIRECTION GENERALE DE LA DETTE

Boulevard de l'indépendance
Rue Camp de Police (Face Prix Import)
B.P. 912 Libreville (République Gabonaise)

Tél : (241) **05047332**
Fax : (241) **01766790**
E-mail : **mecitdgd@gmail.com**

Site Web : **www.dette.ga**